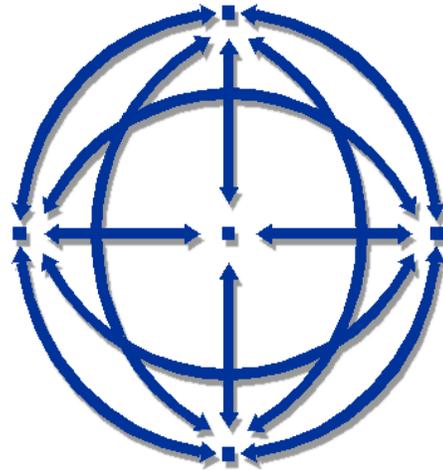




N° 13-010-XIF au catalogue

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2003



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
P	préliminaire
r	rectifié
X	confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; [iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 700-1033</b>
<b>Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 889-9734</b>
<b>Renseignements par courriel</b>	<b><a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a></b>
<b>Site Web</b>	<b><a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a></b>

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à <http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/13-010-XIF.htm>.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada  
Système de comptabilité nationale

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Septembre 2003

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 2, n°2

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Produits et services connexes

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM 378-0001, 378-0002, 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013 et 384-0036

Publication

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles 13-001-XIB, 13-001-XPB

Tableaux et documents analytiques

Comptes des revenus et dépenses 13-001-PPB  
Comptes des flux financiers 13-014-PPB  
Estimations du revenu du travail 13F0016XPB  
Comptes économiques provinciaux 13-213-PPB

Disquettes 13-001-DDB, 13-014-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13-014-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

### PIB par industrie

Tableaux CANSIM 379-0017 à 379-0022

Publication

Produit intérieur brut par industrie 15-001-XIF

### Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM 376-0001 à 376-0019 et 376-0035

Publication

Balance des paiements internationaux du Canada 67-001-XIB, 67-001-XPB

### Productivité du travail

Tableau CANSIM 383-0008

Publication

Croissance de la productivité au Canada 15-204-XIF

### Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM 376-0037, 376-0039 à 376-0042, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059

Publication

Bilan des investissements internationaux du Canada 67-202-XIF

### Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM 378-0003 à 378-0007

Publication

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles 13-214-XIF

Disquettes 13-214-DDB, 13-214-XDB

## Table des matières

	Page
Aperçu .....	7
PIB en termes de revenus et de dépenses .....	9
PIB par industrie .....	19
Balance des paiements internationaux .....	23
Productivité du travail.....	28
Bilan des investissements internationaux .....	34
Comptes du bilan national.....	37

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques qui se dégagent des comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. L'aperçu aborde plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut en termes de revenus et de dépenses; 2) le produit intérieur brut par industrie, 3) la balance des paiements internationaux, 4) la productivité du travail et d'autres variables connexes, 5) le bilan des investissements internationaux et 6) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du produit intérieur brut sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique par secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le produit intérieur brut par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimés de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du Canada avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques, dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (11-001-XIF) sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

### **PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Productivité du travail, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **Produit intérieur brut par industrie**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étant jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Aperçu

### Deuxième trimestre de 2003

Le produit intérieur brut (PIB) réel a fléchi de 0,1 % au deuxième trimestre, l'économie ayant subi les contrecoups du SRAS, des craintes associées à la maladie de la vache folle et de la hausse du dollar canadien. Cette légère diminution représente le premier recul trimestriel de l'activité économique depuis le troisième trimestre de 2001. Ce recul s'est principalement manifesté en avril, au plus fort de la poussée du SRAS, l'économie ayant progressé en mai et en juin. Sur une base annualisée, le PIB a augmenté de 3,1 % aux États-Unis au deuxième trimestre, comparativement à une diminution de 0,3 % au Canada.

Le ralentissement de l'investissement en stocks des entreprises a freiné l'activité économique au deuxième trimestre. Cette décélération est entièrement attribuable au commerce de gros et au commerce de détail. La hausse de 0,7 % de la demande intérieure a stimulé les importations, notamment les biens de consommation, les machines et le matériel ainsi que les produits de l'automobile. Le secteur des mines et celui des services publics ont perdu du terrain, et la production manufacturière s'est repliée pour un troisième trimestre consécutif à la suite de la faiblesse de la demande internationale.

Les dépenses de consommation (+0,7 %) et l'investissement des entreprises (+0,5 %) ont tous deux soutenu l'activité économique au deuxième trimestre, mais moins vigoureusement qu'au premier trimestre, leur rythme de croissance ayant nettement ralenti par rapport à celui enregistré au premier trimestre. En raison du SRAS et de la guerre en Irak, le nombre de Canadiens en voyage à l'étranger (-5,9 %) et de non-résidents en visite au Canada (-14 %) a fortement baissé. Les dépenses de consommation au chapitre des frais d'utilisation des services de transport ainsi que des services de restauration et d'hébergement ont diminué. La demande soutenue dans le secteur de l'habitation et de la rénovation s'est traduite par une hausse de l'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels, bien que cette croissance ait été moins rapide qu'au cours des trois trimestres précédents.

La remontée de 0,6 % du volume des exportations, après deux trimestres de repli, a raffermi l'activité économique au deuxième trimestre. Les dépenses publiques enregistrées dans les secteurs de la santé et de l'administration publique ont également donné un élan à l'économie. Le secteur des services a continué d'afficher de bons résultats, les industries liées au voyage, qui ont été durement frappées par le SRAS et par le fléchissement du tourisme, étant les seules à avoir montré des signes importants de faiblesse.

Les bénéfices des sociétés ont chuté de 8,2 %, soit le premier recul depuis le quatrième trimestre de 2001. Cette forte baisse est attribuable en grande partie à la réduction substantielle des bénéfices dans le secteur de l'énergie au deuxième trimestre, qui s'explique par la diminution des prix. La baisse des prix de l'énergie explique aussi la diminution de 0,4 % des prix dans l'ensemble de l'économie, tels qu'ils sont mesurés par l'indice implicite de prix en chaîne du PIB.

Principaux indicateurs des comptes économiques canadiens<sup>1</sup>

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	586 892	592 284	600 048	610 040	615 148	617 244	569 920	597 316
	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	120 004	132 648	138 656	140 708	151 984	139 544	127 530	133 004
	<i>10,2</i>	<i>10,5</i>	<i>4,5</i>	<i>1,5</i>	<i>8,0</i>	<i>-8,2</i>	<i>-6,0</i>	<i>4,3</i>
Intérêts et revenus divers de placements	48 940	49 976	49 756	49 028	50 788	49 004	53 010	49 425
	<i>-0,3</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,6</i>	<i>-3,5</i>	<i>-2,3</i>	<i>-6,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	73 060	74 812	75 160	75 668	77 972	78 644	70 297	74 675
	<i>1,4</i>	<i>2,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>3,0</i>	<i>0,9</i>	<i>5,8</i>	<i>6,2</i>
Impôts moins subventions	135 012	137 412	138 980	141 384	140 560	140 168	129 177	138 197
	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>7,0</i>
Revenu personnel disponible	688 772	697 328	700 724	707 092	712 580	717 216	667 376	698 479
	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>4,4</i>	<i>4,7</i>
Taux d'épargne personnelle <sup>2</sup>	5,2	4,6	3,8	3,2	2,3	2,4	4,5	4,2
	...	...	...	...	...	...	...	...
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	593 710	600 164	602 163	608 753	615 288	619 394	581 590	601 198
	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	195 606	197 403	199 451	200 614	201 824	203 628	192 426	198 269
	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>3,7</i>	<i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe	212 675	213 417	215 087	215 153	218 593	220 049	211 356	214 083
	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>4,3</i>	<i>1,3</i>
Investissement en stocks	-6 122	9 932	7 920	11 566	20 194	13 131	-2 044	5 824
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	441 055	441 610	450 707	440 573	433 028	435 431	443 853	443 486
	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>2,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,1</i>	<i>-0,1</i>
Importations de biens et services	372 277	389 046	394 603	393 171	396 808	402 280	384 782	387 274
	<i>0,8</i>	<i>4,5</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>-5,0</i>	<i>0,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 062 382	1 072 315	1 079 490	1 083 875	1 090 732	1 089 797	1 040 388	1 074 516
	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>3,3</i>
<b>PIB par industrie</b>								
Industries productrices de biens	297 472	301 804	304 124	303 911	305 727	302 262	297 467	301 828
	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,5</i>
Industries productrices de services	666 143	673 935	679 185	683 380	687 748	690 804	649 760	675 661
	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>4,0</i>
Production industrielle	225 859	230 096	231 929	231 170	231 492	227 689	225 036	229 763
	<i>2,5</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-3,4</i>	<i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	66 670	67 760	68 348	68 446	68 183	67 944	65 914	67 806
	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>2,9</i>
Fabrication de biens durables	94 307	96 566	97 586	96 600	96 559	94 608	93 972	96 265
	<i>3,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>-2,0</i>	<i>-7,6</i>	<i>2,4</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC), total	57 691	58 716	58 938	59 412	60 024	60 470	57 222	58 689
	<i>3,2</i>	<i>1,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,6</i>
Fabrication	160 922	164 291	165 902	164 980	164 688	162 449	159 853	164 024
	<i>2,9</i>	<i>2,1</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>-4,6</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	20 462	20 763	20 859	21 070	22 075	22 049	22 036	20 789
	<i>-3,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>4,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-5,3</i>	<i>-5,7</i>
Construction	51 009	50 776	51 161	51 521	52 079	52 486	50 347	51 117
	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,9</i>	<i>1,5</i>
Commerce de gros	56 344	58 423	59 129	59 980	61 717	61 852	54 534	58 469
	<i>2,5</i>	<i>3,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>2,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,9</i>	<i>7,2</i>
Commerce de détail	54 103	54 165	54 328	54 730	55 344	55 568	51 399	54 331
	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>3,9</i>	<i>5,7</i>

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

<sup>2</sup> Taux actuel.

## PIB en termes de revenus et de dépenses

Deuxième trimestre de 2003

### Note aux utilisateurs

Étant donné les problèmes récents d'approvisionnement électrique en Ontario, le cycle de production des données présentées dans ce communiqué fut écourté de plusieurs jours. En conséquence, moins de temps a pu être consacré à la compilation, à l'évaluation et à la révision de ces données. Bien que toutes les mesures possibles aient été prises pour assurer la qualité de ces estimations, nous avisons nos lecteurs qu'il est possible qu'ils aient à faire face à des révisions plus importantes lors du prochain communiqué.

De plus, un ajustement plus important que d'ordinaire a été apporté aux données du commerce international publiées récemment étant donné l'augmentation importante de la valeur du dollar canadien au deuxième trimestre. Depuis les années 80, le Canada et les États-Unis ont un accord d'échange de données. En vertu de cet accord, les importations américaines en provenance du Canada sont utilisées pour calculer les exportations canadiennes aux États-Unis (et vice versa).

L'utilisation d'une série unique de données douanières comme la base pour le calcul du commerce libellé en monnaie nationale nécessite l'emploi de taux de change pour la conversion de la monnaie et ce, à différentes étapes de la manipulation des données. Lorsque les taux de change sont fixes ou changent graduellement, ceci ne présente pas de problème majeur. Toutefois, le deuxième trimestre de 2003 a connu la plus grande variation du taux de change canadien en un seul trimestre depuis 50 ans. Lorsque les données du commerce international ont été confrontées aux données des revenus et de la production pour le calcul des données trimestrielles du produit intérieur brut du système de la comptabilité nationale, des divergences sont apparues. Ces divergences sont en partie dues aux conversions de taux de change propres au calcul des statistiques du commerce international. La valeur des exportations a donc été révisée à hausse, 4,0 milliard de dollars pour le premier trimestre et 10,8 milliards de dollars (désaisonnalisés au taux annuel) pour le second. Cette correction a été effectuée au moyen d'un ajustement à la balance des paiements.

Ces ajustements sont toutefois préliminaires étant basés sur des données partielles. Il se peut donc que les estimations des deux premiers trimestres de 2003 soient révisées de façon plus importante qu'à l'ordinaire lors des prochains communiqués. De plus amples informations sur cette question de méthodologie seront publiées à mesure qu'elles deviendront disponibles.

Le produit intérieur brut (PIB) réel a fléchi de 0,1 % au deuxième trimestre, l'économie ayant subi les contrecoups du SRAS, des craintes associées à la maladie de la vache folle et de la hausse du dollar canadien. Cette légère diminution représente le premier recul trimestriel de l'activité économique depuis le troisième trimestre de 2001. Sur une base annualisée, le PIB a augmenté de 3,1 % aux États-Unis au deuxième trimestre, comparativement à une diminution de 0,3 % au Canada.

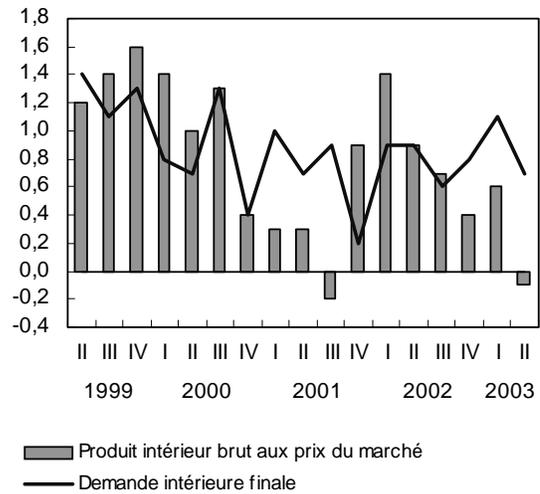
### Produit intérieur brut réel, en dollars enchaînés (1997)<sup>1</sup>

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2002	1.4	5.8	2.5
Deuxième trimestre de 2002	0.9	3.8	3.2
Troisième trimestre de 2002	0.7	2.7	4.0
Quatrième trimestre de 2002	0.4	1.6	3.5
Premier trimestre de 2003	0.6	2.6	2.7
Deuxième trimestre de 2003	-0.1	-0.3	1.6

<sup>1</sup> La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

### Le PIB diminue légèrement

Variation trimestrielle en %, \$ enchaînés (1997)



Le ralentissement de l'investissement en stocks des entreprises a freiné l'activité économique au deuxième trimestre. Cette décélération est entièrement attribuable au commerce de gros et au commerce de détail. La hausse de 0,7 % de la demande intérieure a stimulé les importations, notamment les biens de consommation, les machines et le matériel ainsi que les produits de l'automobile.

Les dépenses de consommation (+0,7 %) et l'investissement des entreprises (+0,5 %) ont tous deux soutenu l'activité économique au deuxième trimestre, mais moins vigoureusement qu'au premier trimestre, leur rythme de croissance ayant nettement ralenti par rapport à celui enregistré au premier trimestre. En raison du SRAS et de la guerre en Irak, le nombre de Canadiens en voyage à l'étranger et de non-résidents en visite au Canada a fortement baissé (-5,9 % et -14 % respectivement). Les dépenses de consommation au chapitre des frais d'utilisation des services de transport ainsi que des services de restauration et d'hébergement ont diminué. La demande soutenue dans le secteur de l'habitation et de la rénovation s'est traduite par une hausse de l'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels, bien que cette croissance ait été moins rapide qu'au cours des trois trimestres précédents.

La remontée de 0,6 % du volume des exportations, après deux trimestres de repli, a raffermi l'activité économique au deuxième trimestre. Les dépenses des administrations publiques ont également donné un élan à l'économie.

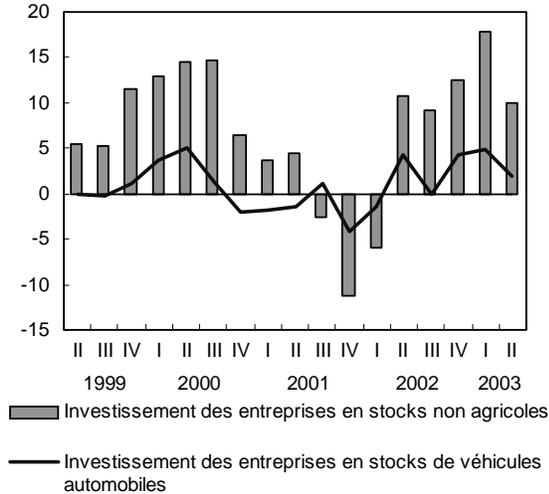
Les bénéfices des sociétés ont chuté de 8,2 %, le premier recul depuis le quatrième trimestre de 2001. Cette forte baisse est attribuable en grande partie à la réduction substantielle des bénéfices dans le secteur de l'énergie qui s'explique par la diminution des prix de l'énergie au cours du trimestre. La baisse des prix de l'énergie explique aussi la diminution de 0,4 % des prix dans l'ensemble de l'économie, tels qu'ils sont mesurés par l'indice implicite de prix en chaîne du PIB.

### Le ralentissement de l'investissement en stocks des entreprises a freiné l'activité économique

Les grossistes et les détaillants ont accumulé des stocks à un rythme plus lent au deuxième trimestre. Plus de la moitié de ce ralentissement était attribuable aux stocks de véhicules automobiles. En dépit de ce ralentissement, le ratio trimestriel des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a augmenté légèrement. Par ailleurs, les exploitants agricoles ont accumulé des stocks de bovins à la suite de l'interdiction d'exporter en raison de la maladie de la vache folle.

#### L'accumulation des stocks de véhicules automobiles ralentit

Milliards de \$ enchaînés (1997)

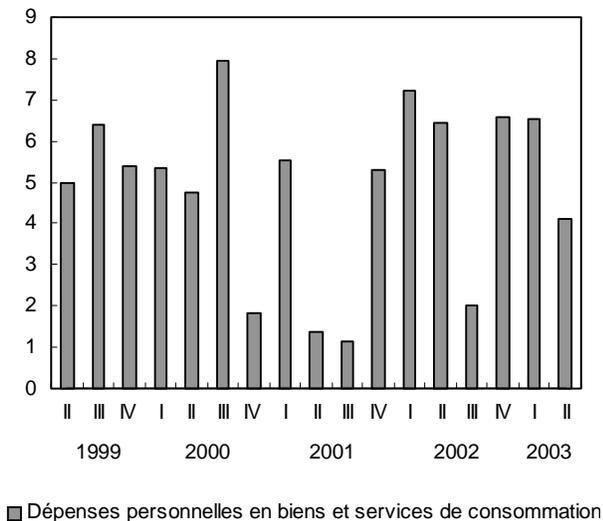


### Dépenses soutenues des consommateurs

Les dépenses de consommation (+0,7 %) ont continué de soutenir l'activité économique au deuxième trimestre, mais avec moins de vigueur qu'au premier. La progression du revenu du travail a ralenti pour s'établir à 0,3 %, et la croissance de l'emploi a été négligeable.

#### Les dépenses de consommation demeurent vigoureuses

Variation trimestrielle, milliards de \$ enchaînés (1997)



L'augmentation des dépenses au chapitre des services est à l'origine de trois quarts de la hausse des dépenses de consommation. Stimulées par les jeux de hasard et par le sport-spectacle, les dépenses relatives aux services de loisirs ont grimpé de 2,6 %. Les dépenses des Canadiens en voyage à l'étranger ont légèrement diminué et celles des étrangers en visite au Canada se sont considérablement contractées. La crainte du SRAS a contribué à une baisse de 8,4 % des dépenses dans le secteur du transport aérien et à la deuxième réduction d'affilée des dépenses dans le secteur des services de la restauration et de l'hébergement. On a observé des hausses généralisées (quoique peu marquées) des dépenses en biens. Les achats d'aliments et de boissons non alcoolisées en magasin ont augmenté au deuxième trimestre, les gens ayant moins mangé à l'extérieur. La croissance des ventes de meubles et d'appareils ménagers s'est apparentée à la demande soutenue dans le secteur de l'habitation.

### La demande dans le secteur de l'habitation demeure vigoureuse

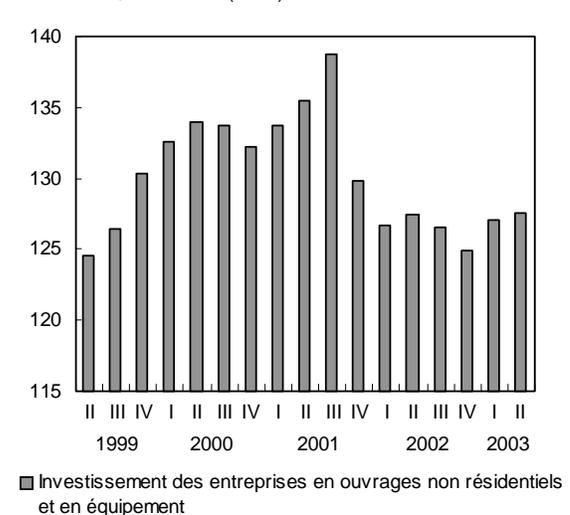
L'investissement en bâtiments résidentiels a enregistré une hausse de 0,9 %, une croissance similaire à celle du premier trimestre. L'augmentation des dépenses au chapitre des rénovations et des coûts de transfert de propriété, y compris les commissions sur les ventes de maisons, a été partiellement contrebalancée par une réduction des dépenses dans la nouvelle construction. Les mises en chantier résidentielles ont dépassé le seuil des 200 000 unités, un niveau historiquement élevé mais néanmoins inférieur à ceux observés au cours des trois trimestres précédents.

### Ralentissement de l'investissement des entreprises en usines et en matériel

L'investissement des entreprises en usines et en matériel a crû de 0,4 %. Il s'agit d'un ralentissement par rapport à la hausse de 1,6 % relevée au premier trimestre. La progression de 1,3 % de l'investissement en bâtiments non résidentiels a été neutralisée par une baisse de l'investissement en ouvrages de génie. La croissance des dépenses en machines et en matériel (+0,6 %) a ralenti par rapport au premier trimestre (+2,1 %). Les hausses de l'investissement en machines industrielles et en ordinateurs et autre matériel de bureau ont été tempérées par la baisse des dépenses en automobiles et en autre matériel de transport.

#### L'investissement en usines et matériel croît

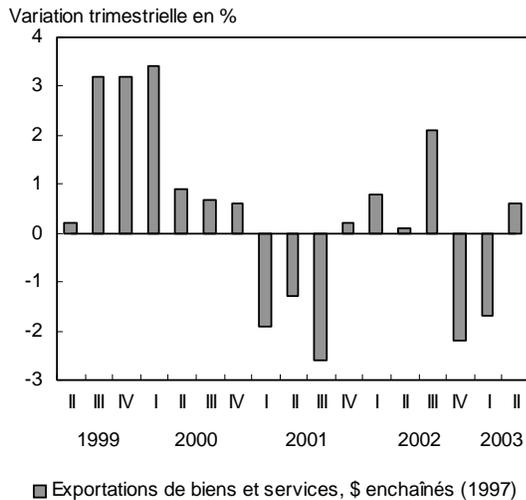
Milliards de \$ enchaînés (1997)



## Reprise des exportations

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre après avoir reculé durant les deux trimestres précédents. La croissance des exportations de biens a été partiellement contrebalancée par une diminution des exportations de services. Les exportations de produits de l'automobile ont progressé pour un deuxième trimestre consécutif. La demande des consommateurs américains pour des véhicules automobiles et des pièces automobiles a fortement augmenté au deuxième trimestre. Les exportations de services se sont repliées de 2,5 %, sous l'effet de la dégringolade de 14 % des services de voyage, en raison du SRAS.

### La croissance des exportations reprend



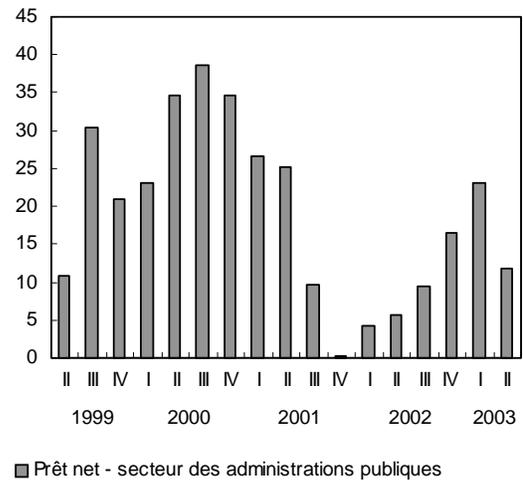
Les importations de biens et de services ont grimpé de 1,4 % après avoir affiché une hausse de 0,9 % au premier trimestre. Cette augmentation est principalement attribuable aux importations accrues de machines et de matériel (+1,2 %), de produits de l'automobile (+1,5 %) et d'autres biens de consommation (+4,9 %). L'indice implicite des prix des importations a chuté de 5,8 %, en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine au cours du trimestre.

## Les dépenses des administrations publiques augmentent

Les dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services ont augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre, maintenant une tendance à la hausse qui se poursuit depuis presque 5 ans. De légères augmentations des dépenses ont été observées aux paliers fédéral, provincial et local de l'administration publique.

### L'excédent des administrations diminue

Milliards de \$, désaisonnalisés au taux annuel



L'excédent pour l'ensemble des administrations (sur la base de la comptabilité nationale, annualisé et aux prix courants) a chuté, passant de 23 milliards de dollars au premier trimestre à 11,7 milliards de dollars au deuxième. L'administration fédérale avait un déficit de 2,8 milliards de dollars, le premier en plus de trois ans. La plus grande partie du changement dans la position de l'administration fédérale était due à un important paiement supplémentaire (16 milliards de dollars au taux annuel) aux provinces en vertu du Programme de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

**Produit intérieur brut, en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage<sup>1</sup>**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ aux prix courants								
Rémunération des salariés	586 892	592 284	600 048	610 040	615 148	617 244	569 920	597 316
	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	120 004	132 648	138 656	140 708	151 984	139 544	127 530	133 004
	<i>10,2</i>	<i>10,5</i>	<i>4,5</i>	<i>1,5</i>	<i>8,0</i>	<i>-8,2</i>	<i>-6,0</i>	<i>4,3</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	9 896	10 080	10 520	11 208	12 908	10 112	9 641	10 426
	<i>12,9</i>	<i>1,9</i>	<i>4,4</i>	<i>6,5</i>	<i>15,2</i>	<i>-21,7</i>	<i>-18,6</i>	<i>8,1</i>
Intérêts et revenus divers de placements	48 940	49 976	49 756	49 028	50 788	49 004	53 010	49 425
	<i>-0,3</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,6</i>	<i>-3,5</i>	<i>-2,3</i>	<i>-6,8</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 156	1 584	1 628	1 492	2 352	2 040	2 715	1 715
	<i>-21,3</i>	<i>-26,5</i>	<i>2,8</i>	<i>-8,4</i>	<i>57,6</i>	<i>-13,3</i>	<i>74,8</i>	<i>-36,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	70 904	73 228	73 532	74 176	75 620	76 604	67 582	72 960
	<i>2,3</i>	<i>3,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>1,3</i>	<i>4,2</i>	<i>8,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-5 092	-712	-5 312	-3 128	2 116	10 456	-21	-3 561
	...	...	...	...	...	...	...	...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	53 300	53 608	53 732	54 380	54 620	55 240	52 846	53 755
	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>
Produit intérieur net aux prix de base	887 000	912 696	922 560	937 904	965 536	960 244	883 223	915 040
	<i>2,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,4</i>	<i>3,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	81 712	83 804	85 248	87 004	85 940	84 928	76 331	84 442
	<i>3,5</i>	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>10,6</i>
Provisions pour consommation de capital	151 540	153 900	156 332	158 244	159 752	162 392	146 798	155 004
	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>6,3</i>	<i>5,6</i>
Divergence statistique	1 956	524	500	-1 128	600	-1 004	1 107	463
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 122 208</b>	<b>1 150 924</b>	<b>1 164 640</b>	<b>1 182 024</b>	<b>1 211 828</b>	<b>1 206 560</b>	<b>1 107 459</b>	<b>1 154 949</b>
	<b><i>2,2</i></b>	<b><i>2,6</i></b>	<b><i>1,2</i></b>	<b><i>1,5</i></b>	<b><i>2,5</i></b>	<b><i>-0,4</i></b>	<b><i>3,0</i></b>	<b><i>4,3</i></b>

<sup>1</sup>La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

**Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage<sup>1</sup>**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ aux prix courants								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	640 368 <i>1,7</i>	652 736 <i>1,9</i>	660 712 <i>1,2</i>	670 908 <i>1,5</i>	682 624 <i>1,7</i>	685 812 <i>0,5</i>	623 167 <i>4,5</i>	656 181 <i>5,3</i>
Biens durables	90 812 <i>2,7</i>	91 868 <i>1,2</i>	91 700 <i>-0,2</i>	94 144 <i>2,7</i>	94 324 <i>0,2</i>	94 976 <i>0,7</i>	84 788 <i>3,5</i>	92 131 <i>8,7</i>
Biens semi-durables	56 380 <i>1,9</i>	56 880 <i>0,9</i>	56 612 <i>-0,5</i>	57 220 <i>1,1</i>	57 752 <i>0,9</i>	58 140 <i>0,7</i>	54 383 <i>4,5</i>	56 773 <i>4,4</i>
Biens non durables	152 156 <i>2,2</i>	155 992 <i>2,5</i>	159 768 <i>2,4</i>	163 200 <i>2,1</i>	168 424 <i>3,2</i>	167 008 <i>-0,8</i>	150 150 <i>4,9</i>	157 779 <i>5,1</i>
Services	341 020 <i>1,3</i>	347 996 <i>2,0</i>	352 632 <i>1,3</i>	356 344 <i>1,1</i>	362 124 <i>1,6</i>	365 688 <i>1,0</i>	333 846 <i>4,6</i>	349 498 <i>4,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	213 804 <i>0,6</i>	217 324 <i>1,6</i>	220 828 <i>1,6</i>	223 624 <i>1,3</i>	226 056 <i>1,1</i>	229 336 <i>1,5</i>	207 508 <i>4,9</i>	218 895 <i>5,5</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	29 696 <i>4,3</i>	30 188 <i>1,7</i>	30 904 <i>2,4</i>	30 932 <i>0,1</i>	31 876 <i>3,1</i>	31 968 <i>0,3</i>	26 991 <i>10,6</i>	30 430 <i>12,7</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	8 ...	-24 ...	-84 ...	-80 ...	-12 ...	48 ...	13 ...	-45 ...
Formation brute de capital fixe des entreprises	195 564 <i>2,1</i>	195 620 <i>0,0</i>	197 060 <i>0,7</i>	198 812 <i>0,9</i>	200 752 <i>1,0</i>	199 328 <i>-0,7</i>	192 854 <i>5,4</i>	196 764 <i>2,0</i>
Bâtiments résidentiels	63 352 <i>8,7</i>	63 472 <i>0,2</i>	65 796 <i>3,7</i>	68 460 <i>4,0</i>	69 732 <i>1,9</i>	70 624 <i>1,3</i>	54 976 <i>13,4</i>	65 270 <i>18,7</i>
Ouvrages non résidentiels	49 584 <i>-4,7</i>	48 560 <i>-2,1</i>	48 148 <i>-0,8</i>	47 584 <i>-1,2</i>	48 316 <i>1,5</i>	48 416 <i>0,2</i>	52 769 <i>4,5</i>	48 469 <i>-8,1</i>
Machines et matériel	82 628 <i>1,9</i>	83 588 <i>1,2</i>	83 116 <i>-0,6</i>	82 768 <i>-0,4</i>	82 704 <i>-0,1</i>	80 288 <i>-2,9</i>	85 109 <i>1,4</i>	83 025 <i>-2,4</i>
Investissement des entreprises en stocks	-9 636 ...	7 592 ...	5 188 ...	8 348 ...	17 756 ...	9 764 ...	-5 235 ...	2 873 ...
Non agricoles	-8 320 ...	8 884 ...	7 164 ...	10 448 ...	16 444 ...	8 016 ...	-4 130 ...	4 544 ...
Agricoles	-1 316 ...	-1 292 ...	-1 976 ...	-2 100 ...	1 312 ...	1 748 ...	-1 105 ...	-1 671 ...
Exportations de biens et services	462 956 <i>2,2</i>	470 984 <i>1,7</i>	482 920 <i>2,5</i>	480 352 <i>-0,5</i>	480 792 <i>0,1</i>	457 692 <i>-4,8</i>	482 074 <i>-1,7</i>	474 303 <i>-1,6</i>
Biens	404 920 <i>3,0</i>	411 380 <i>1,6</i>	422 592 <i>2,7</i>	418 320 <i>-1,0</i>	421 720 <i>0,8</i>	400 940 <i>-4,9</i>	421 519 <i>-2,0</i>	414 303 <i>-1,7</i>
Services	58 036 <i>-2,9</i>	59 604 <i>2,7</i>	60 328 <i>1,2</i>	62 032 <i>2,8</i>	59 072 <i>-4,8</i>	56 752 <i>-3,9</i>	60 555 <i>0,7</i>	60 000 <i>-0,9</i>
Moins: Importations de biens et services	408 592 <i>1,7</i>	422 976 <i>3,5</i>	432 388 <i>2,2</i>	432 000 <i>-0,1</i>	427 420 <i>-1,1</i>	408 388 <i>-4,5</i>	418 806 <i>-2,2</i>	423 989 <i>1,2</i>
Biens	343 236 <i>2,3</i>	354 200 <i>3,2</i>	364 560 <i>2,9</i>	363 836 <i>-0,2</i>	358 652 <i>-1,4</i>	341 764 <i>-4,7</i>	350 633 <i>-3,2</i>	356 458 <i>1,7</i>
Services	65 356 <i>-1,6</i>	68 776 <i>5,2</i>	67 828 <i>-1,4</i>	68 164 <i>0,5</i>	68 768 <i>0,9</i>	66 624 <i>-3,1</i>	68 173 <i>3,2</i>	67 531 <i>-0,9</i>
Divergence statistique	-1 960 ...	-520 ...	-500 ...	1 128 ...	-596 ...	1 000 ...	-1 107 ...	-463 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 122 208</b> <i>2,2</i>	<b>1 150 924</b> <i>2,6</i>	<b>1 164 640</b> <i>1,2</i>	<b>1 182 024</b> <i>1,5</i>	<b>1 211 828</b> <i>2,5</i>	<b>1 206 560</b> <i>-0,4</i>	<b>1 107 459</b> <i>3,0</i>	<b>1 154 949</b> <i>4,3</i>
Demande intérieure finale	1 079 432 <i>1,7</i>	1 095 868 <i>1,5</i>	1 109 504 <i>1,2</i>	1 124 276 <i>1,3</i>	1 141 308 <i>1,5</i>	1 146 444 <i>0,5</i>	1 050 520 <i>4,9</i>	1 102 270 <i>4,9</i>

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italiques et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

**Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage<sup>1</sup>**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	593 710 <i>1,2</i>	600 164 <i>1,1</i>	602 163 <i>0,3</i>	608 753 <i>1,1</i>	615 288 <i>1,1</i>	619 394 <i>0,7</i>	581 590 <i>2,6</i>	601 198 <i>3,4</i>
Biens durables	92 366 <i>2,8</i>	92 975 <i>0,7</i>	92 627 <i>-0,4</i>	95 208 <i>2,8</i>	95 186 <i>-0,0</i>	96 100 <i>1,0</i>	85 958 <i>4,2</i>	93 294 <i>8,5</i>
Biens semi-durables	54 183 <i>1,9</i>	54 365 <i>0,3</i>	54 006 <i>-0,7</i>	54 809 <i>1,5</i>	55 557 <i>1,4</i>	55 910 <i>0,6</i>	52 310 <i>3,8</i>	54 341 <i>3,9</i>
Biens non durables	135 412 <i>1,4</i>	136 219 <i>0,6</i>	136 451 <i>0,2</i>	138 052 <i>1,2</i>	139 601 <i>1,1</i>	139 623 <i>0,0</i>	133 791 <i>1,2</i>	136 534 <i>2,1</i>
Services	312 615 <i>0,7</i>	317 449 <i>1,5</i>	319 846 <i>0,8</i>	321 628 <i>0,6</i>	325 789 <i>1,3</i>	328 715 <i>0,9</i>	309 887 <i>2,7</i>	317 885 <i>2,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	195 606 <i>0,2</i>	197 403 <i>0,9</i>	199 451 <i>1,0</i>	200 614 <i>0,6</i>	201 824 <i>0,6</i>	203 628 <i>0,9</i>	192 426 <i>3,7</i>	198 269 <i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	28 858 <i>3,7</i>	29 374 <i>1,8</i>	29 775 <i>1,4</i>	29 763 <i>-0,0</i>	30 589 <i>2,8</i>	31 085 <i>1,6</i>	26 329 <i>10,3</i>	29 443 <i>11,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	8 ...	-20 ...	-76 ...	-72 ...	-12 ...	44 ...	13 ...	-40 ...
Formation brute de capital fixe des entreprises	183 914 <i>0,4</i>	184 154 <i>0,1</i>	185 428 <i>0,7</i>	185 506 <i>0,0</i>	188 130 <i>1,4</i>	189 100 <i>0,5</i>	185 075 <i>3,5</i>	184 751 <i>-0,2</i>
Bâtiments résidentiels	56 586 <i>6,8</i>	56 090 <i>-0,9</i>	58 115 <i>3,6</i>	59 664 <i>2,7</i>	60 248 <i>1,0</i>	60 702 <i>0,8</i>	50 456 <i>10,3</i>	57 614 <i>14,2</i>
Ouvrages non résidentiels	44 394 <i>-5,3</i>	43 231 <i>-2,6</i>	42 631 <i>-1,4</i>	41 920 <i>-1,7</i>	42 289 <i>0,9</i>	42 307 <i>0,0</i>	48 047 <i>2,2</i>	43 044 <i>-10,4</i>
Machines et matériel	82 479 <i>-0,6</i>	84 606 <i>2,6</i>	84 340 <i>-0,3</i>	83 453 <i>-1,1</i>	85 199 <i>2,1</i>	85 703 <i>0,6</i>	86 494 <i>0,3</i>	83 720 <i>-3,2</i>
Investissement des entreprises en stocks	-6 130 ...	9 952 ...	7 996 ...	11 638 ...	20 206 ...	13 087 ...	-2 057 ...	5 864 ...
Non agricoles	-5 878 ...	10 763 ...	9 219 ...	12 551 ...	17 828 ...	10 002 ...	-1 436 ...	6 664 ...
Agricultures	-462 ...	-906 ...	-1 318 ...	-1 013 ...	2 053 ...	2 613 ...	-757 ...	-925 ...
Exportations de biens et services	441 055 <i>0,8</i>	441 610 <i>0,1</i>	450 707 <i>2,1</i>	440 573 <i>-2,2</i>	433 028 <i>-1,7</i>	435 431 <i>0,6</i>	443 853 <i>-3,1</i>	443 486 <i>-0,1</i>
Biens	387 858 <i>1,6</i>	386 883 <i>-0,3</i>	395 514 <i>2,2</i>	384 335 <i>-2,8</i>	379 178 <i>-1,3</i>	382 949 <i>1,0</i>	388 001 <i>-3,5</i>	388 648 <i>0,2</i>
Services	53 447 <i>-4,2</i>	54 935 <i>2,8</i>	55 417 <i>0,9</i>	56 425 <i>1,8</i>	54 028 <i>-4,2</i>	52 670 <i>-2,5</i>	56 003 <i>-0,4</i>	55 056 <i>-1,7</i>
Moins: Importations de biens et services	372 277 <i>0,8</i>	389 046 <i>4,5</i>	394 603 <i>1,4</i>	393 171 <i>-0,4</i>	396 808 <i>0,9</i>	402 280 <i>1,4</i>	384 782 <i>-5,0</i>	387 274 <i>0,6</i>
Biens	319 013 <i>1,5</i>	332 667 <i>4,3</i>	339 564 <i>2,1</i>	338 001 <i>-0,5</i>	339 515 <i>0,4</i>	344 052 <i>1,3</i>	327 588 <i>-5,6</i>	332 311 <i>1,4</i>
Services	53 631 <i>-2,4</i>	56 676 <i>5,7</i>	55 601 <i>-1,9</i>	55 690 <i>0,2</i>	57 628 <i>3,5</i>	58 550 <i>1,6</i>	57 333 <i>-2,2</i>	55 400 <i>-3,4</i>
Divergence statistique	-1 856 ...	-484 ...	-463 ...	1 034 ...	-536 ...	903 ...	-1 038 ...	-442 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 062 382</b> <i>1,4</i>	<b>1 072 315</b> <i>0,9</i>	<b>1 079 490</b> <i>0,7</i>	<b>1 083 875</b> <i>0,4</i>	<b>1 090 732</b> <i>0,6</i>	<b>1 089 797</b> <i>-0,1</i>	<b>1 040 388</b> <i>1,9</i>	<b>1 074 516</b> <i>3,3</i>
Demande intérieure finale	1 001 902 <i>0,9</i>	1 010 923 <i>0,9</i>	1 016 634 <i>0,6</i>	1 024 500 <i>0,8</i>	1 035 634 <i>1,1</i>	1 043 010 <i>0,7</i>	985 225 <i>3,2</i>	1 013 490 <i>2,9</i>

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

**Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage<sup>1</sup>**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, au taux annuel, \$ enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	5,0	4,4	1,3	4,4	4,4	2,7	2,6	3,4
Biens durables	11,8	2,7	-1,5	11,6	-0,1	3,9	4,2	8,5
Biens semi-durables	7,7	1,4	-2,6	6,1	5,6	2,6	3,8	3,9
Biens non durables	5,5	2,4	0,7	4,8	4,6	0,1	1,2	2,1
Services	2,7	6,3	3,1	2,2	5,3	3,6	2,7	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,8	3,7	4,2	2,4	2,4	3,6	3,7	3,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	15,7	7,3	5,6	-0,2	11,6	6,6	10,3	11,8
Investissement des administrations publiques en stocks <sup>2</sup>	32	-28	-56	4	60	56	-10	-53
Formation brute de capital fixe des entreprise	1,6	0,5	2,8	0,2	5,8	2,1	3,5	-0,2
Bâtiments résidentiels	30,2	-3,5	15,2	11,1	4,0	3,0	10,3	14,2
Ouvrages non résidentiels	-19,6	-10,1	-5,4	-6,5	3,6	0,2	2,2	-10,4
Machines et matériel	-2,3	10,7	-1,3	-4,1	8,6	2,4	0,3	-3,2
Investissement des entreprises en stocks <sup>2</sup>	6 053	16 082	-1 956	3 642	8 568	-7 119	-14 643	7 921
Non agricoles <sup>2</sup>	5 351	16 641	-1 544	3 332	5 277	-7 826	-13 520	8 099
Agricoles <sup>2</sup>	710	-444	-412	305	3 066	560	-1 166	-168
Exportations de biens et services	3,3	0,5	8,5	-8,7	-6,7	2,2	-3,1	-0,1
Biens	6,5	-1,0	9,2	-10,8	-5,3	4,0	-3,5	0,2
Services	-15,6	11,6	3,6	7,5	-15,9	-9,7	-0,4	-1,7
Moins: Importations de biens et services	3,4	19,3	5,8	-1,4	3,8	5,6	-5,0	0,6
Biens	6,0	18,3	8,6	-1,8	1,8	5,5	-5,6	1,4
Services	-9,1	24,7	-7,4	0,6	14,7	6,6	-2,2	-3,4
Divergence statistique <sup>2</sup>	-1 196	1 372	21	1 497	-1 570	1 439	-2 275	595
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>5,8</b>	<b>3,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,6</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>1,9</b>	<b>3,3</b>
Demande intérieure finale	3,8	3,7	2,3	3,1	4,4	2,9	3,2	2,9

<sup>1</sup> Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.<sup>2</sup> Variation en millions de dollars, au taux annuel.

**Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
calculés à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,707	0,618	0,189	0,619	0,605	0,376	1,519	1,901
Biens durables	0,227	0,053	-0,030	0,218	-0,002	0,075	0,322	0,650
Biens semi-durables	0,094	0,017	-0,033	0,072	0,065	0,030	0,184	0,190
Biens non durables	0,184	0,081	0,023	0,161	0,155	0,002	0,178	0,282
Services	0,202	0,467	0,228	0,168	0,387	0,269	0,835	0,779
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,038	0,174	0,196	0,110	0,113	0,167	0,686	0,571
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,096	0,047	0,036	-0,001	0,072	0,042	0,233	0,288
Investissement des administrations publiques en stocks	0,003	-0,003	-0,005	0,000	0,006	0,005	-0,001	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,069	0,023	0,117	0,007	0,235	0,085	0,597	-0,036
Bâtiments résidentiels	0,363	-0,049	0,199	0,151	0,056	0,044	0,472	0,719
Ouvrages non résidentiels	-0,251	-0,115	-0,059	-0,069	0,035	0,002	0,108	-0,500
Machines et matériel	-0,043	0,187	-0,023	-0,075	0,144	0,040	0,018	-0,254
Investissement des entreprises en stocks	0,580	1,515	-0,183	0,333	0,773	-0,636	-1,461	0,688
Non agricoles	0,507	1,558	-0,145	0,302	0,470	-0,688	-1,330	0,709
Agricoles	0,073	-0,043	-0,038	0,031	0,303	0,052	-0,131	-0,022
Exportations de biens et services	0,341	0,052	0,843	-0,935	-0,696	0,215	-1,450	0,043
Biens	0,567	-0,091	0,797	-1,029	-0,476	0,337	-1,428	0,136
Services	-0,227	0,143	0,045	0,094	-0,220	-0,122	-0,022	-0,093
Moins: Importations de biens et services	0,307	1,620	0,526	-0,134	0,332	0,473	-2,021	0,228
Biens	0,450	1,292	0,639	-0,144	0,135	0,384	-1,890	0,438
Services	-0,143	0,327	-0,113	0,009	0,196	0,089	-0,131	-0,209
Divergence statistique	-0,114	0,129	0,002	0,139	-0,145	0,132	-0,223	0,059
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1,412</b>	<b>0,935</b>	<b>0,669</b>	<b>0,406</b>	<b>0,633</b>	<b>-0,086</b>	<b>1,920</b>	<b>3,280</b>
Demande intérieure finale	0,910	0,862	0,538	0,735	1,026	0,671	3,035	2,724

Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

**Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne<sup>1</sup>**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997=100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	107,9 <i>0,6</i>	108,8 <i>0,8</i>	109,7 <i>0,8</i>	110,2 <i>0,5</i>	110,9 <i>0,6</i>	110,7 <i>-0,2</i>	107,2 <i>1,8</i>	109,2 <i>1,9</i>
Dépenses courantes des administrations en biens et services	109,3 <i>0,5</i>	110,1 <i>0,7</i>	110,7 <i>0,5</i>	111,5 <i>0,7</i>	112,0 <i>0,4</i>	112,6 <i>0,5</i>	107,8 <i>1,2</i>	110,4 <i>2,4</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,9 <i>0,5</i>	102,8 <i>-0,1</i>	103,8 <i>1,0</i>	103,9 <i>0,1</i>	104,2 <i>0,3</i>	102,8 <i>-1,3</i>	102,5 <i>0,3</i>	103,4 <i>0,8</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,3 <i>1,7</i>	106,2 <i>-0,1</i>	106,3 <i>0,1</i>	107,2 <i>0,8</i>	106,7 <i>-0,5</i>	105,4 <i>-1,2</i>	104,2 <i>1,9</i>	106,5 <i>2,2</i>
Exportations de biens et services	105,0 <i>1,4</i>	106,7 <i>1,6</i>	107,1 <i>0,4</i>	109,0 <i>1,8</i>	111,0 <i>1,8</i>	105,1 <i>-5,3</i>	108,6 <i>1,5</i>	107,0 <i>-1,5</i>
Importations de biens et services	109,8 <i>0,8</i>	108,7 <i>-1,0</i>	109,6 <i>0,8</i>	109,9 <i>0,3</i>	107,7 <i>-2,0</i>	101,5 <i>-5,8</i>	108,9 <i>3,0</i>	109,5 <i>0,6</i>
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>105,6</b> <b><i>0,8</i></b>	<b>107,3</b> <b><i>1,6</i></b>	<b>107,9</b> <b><i>0,6</i></b>	<b>109,1</b> <b><i>1,1</i></b>	<b>111,1</b> <b><i>1,8</i></b>	<b>110,7</b> <b><i>-0,4</i></b>	<b>106,5</b> <b><i>1,1</i></b>	<b>107,5</b> <b><i>0,9</i></b>
Demande intérieure finale	107,7 <i>0,7</i>	108,4 <i>0,6</i>	109,1 <i>0,6</i>	109,7 <i>0,5</i>	110,2 <i>0,5</i>	109,9 <i>-0,3</i>	106,6 <i>1,7</i>	108,7 <i>2,0</i>

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

## Tableau sommaire du marché financier

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, \$ millions								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>47 164</b>	<b>45 556</b>	<b>49 140</b>	<b>48 312</b>	<b>46 752</b>	<b>48 120</b>	<b>41 386</b>	<b>47 543</b>
Financement								
Crédit à la consommation	16 920	16 092	15 828	17 156	16 052	17 232	15 152	16 499
Emprunts bancaires	940	464	1 424	516	852	356	-81	836
Autres emprunts	3 472	3 228	3 428	2 516	2 112	1 872	5 575	3 161
Hypothèques	25 832	25 772	28 460	28 124	27 736	28 660	20 740	27 047
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>48 664</b>	<b>50 804</b>	<b>39 636</b>	<b>21 232</b>	<b>24 172</b>	<b>26 780</b>	<b>59 214</b>	<b>40 084</b>
Financement								
Emprunts bancaires	-12 884	5 760	7 400	3 864	-2 832	-4 936	-10 508	1 035
Autres emprunts	-3 460	-892	1 636	1 608	-7 104	1 020	-2 607	-277
Autres effets à court terme	4 956	1 852	-6 972	-18 156	-9 656	-16 640	-7 397	-4 580
Hypothèques	3 364	5 348	4 896	6 052	4 088	4 652	4 634	4 915
Obligations	26 288	2 660	1 084	2 140	18 340	20 852	42 844	8 043
Actions	30 400	36 076	31 592	25 724	21 336	21 832	32 248	30 948
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-3 984</b>	<b>-11 112</b>	<b>4 828</b>	<b>5 172</b>	<b>8 960</b>	<b>3 828</b>	<b>-1 777</b>	<b>-1 274</b>
Financement								
Emprunts bancaires	-552	-1 324	1 764	-284	2 796	812	377	-99
Autres emprunts	4	252	1 768	2 268	7 768	3 088	-372	1 073
Autres effets à court terme	1 904	-1 980	112	1 236	1 392	2 120	-129	318
Hypothèques	-20	8	40	-4	-16	-8	37	6
Obligations	-5 320	-8 068	1 144	1 956	-2 980	-2 184	-1 690	-2 572
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>-1 180</b>	<b>7 712</b>	<b>-5 952</b>	<b>-5 564</b>	<b>-2 276</b>	<b>1 400</b>	<b>-3 195</b>	<b>-1 246</b>
Financement								
Emprunts bancaires	80	116	120	108	216	112	106	106
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme - Canada	-6 512	27 764	4 696	5 076	3 040	10 424	14 256	7 756
Obligations d'épargne du Canada	-884	-1 508	-1 644	-2 004	-1 224	-2 064	-1 819	-1 510
Obligations négociables	6 136	-18 660	-9 124	-8 744	-4 308	-7 072	-15 738	-7 598
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>15 888</b>	<b>15 588</b>	<b>1 356</b>	<b>6 124</b>	<b>8 992</b>	<b>7 680</b>	<b>10 275</b>	<b>9 739</b>
Financement								
Emprunts bancaires	580	540	524	-824	52	-104	-732	205
Autres emprunts	396	628	216	576	732	780	328	454
Autres effets à court terme	-3 280	4 796	-5 568	-5 148	1 112	-1 420	1 255	-2 300
Hypothèques	12	8	-72	24	32	20	-399	-7
Obligations provinciales	18 176	7 428	7 644	10 376	8 012	8 784	9 950	10 906
Obligations municipales	-4	2 148	-1 412	1 120	-980	-404	-145	463
Autres obligations	8	40	24	0	32	24	18	18
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>106 552</b>	<b>108 548</b>	<b>89 008</b>	<b>75 276</b>	<b>86 600</b>	<b>87 808</b>	<b>105 903</b>	<b>94 846</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>16 920</b>	<b>16 092</b>	<b>15 828</b>	<b>17 156</b>	<b>16 052</b>	<b>17 232</b>	<b>15 152</b>	<b>16 499</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>-11 836</b>	<b>5 556</b>	<b>11 232</b>	<b>3 380</b>	<b>1 084</b>	<b>-3 760</b>	<b>-10 838</b>	<b>2 083</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>412</b>	<b>3 216</b>	<b>7 048</b>	<b>6 968</b>	<b>3 508</b>	<b>6 760</b>	<b>2 924</b>	<b>4 411</b>
<b>Effets à court terme - Canada</b>	<b>-6 512</b>	<b>27 764</b>	<b>4 696</b>	<b>5 076</b>	<b>3 040</b>	<b>10 424</b>	<b>14 256</b>	<b>7 756</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>3 580</b>	<b>4 668</b>	<b>-12 428</b>	<b>-22 068</b>	<b>-7 152</b>	<b>-15 940</b>	<b>-6 271</b>	<b>-6 562</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>29 188</b>	<b>31 136</b>	<b>33 324</b>	<b>34 196</b>	<b>31 840</b>	<b>33 324</b>	<b>25 012</b>	<b>31 961</b>
<b>Obligations</b>	<b>44 400</b>	<b>-15 960</b>	<b>-2 284</b>	<b>4 844</b>	<b>16 892</b>	<b>17 936</b>	<b>33 420</b>	<b>7 750</b>
<b>Actions</b>	<b>30 400</b>	<b>36 076</b>	<b>31 592</b>	<b>25 724</b>	<b>21 336</b>	<b>21 832</b>	<b>32 248</b>	<b>30 948</b>

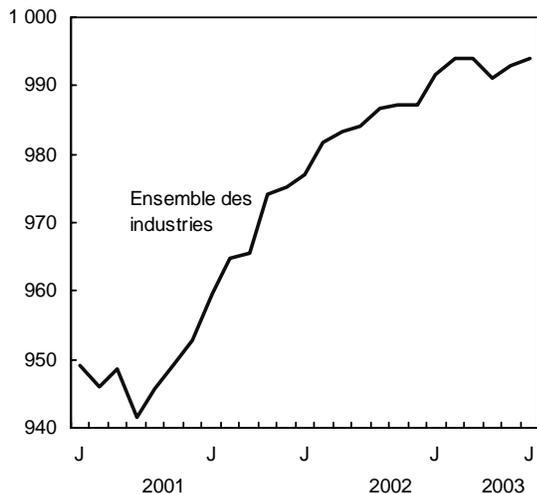
## Produit intérieur brut par industrie

juin 2003

Le produit intérieur brut du Canada a progressé de 0,1 % en juin après avoir enregistré un gain de 0,2 % en mai. Dans l'ensemble, l'activité économique est demeurée inchangée depuis le début de l'année.

### L'activité économique progresse

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Le manque de vigueur de l'économie a été en grande partie attribuable à une diminution continue de la production industrielle en raison d'une baisse significative de l'activité dans les secteurs de la fabrication et des services publics. Le secteur des services a progressé de 0,4 % en juin à la suite d'une augmentation comparable en mai. La plupart des secteurs de services ont affiché de bons résultats, à l'exception du commerce de gros. Le redressement du marché boursier et le rythme effréné des ventes de maisons ont donné de l'élan au secteur financier et du courtage immobilier. Les établissements d'enseignement postsecondaire ont été plus occupés en raison de la demande accrue relativement aux programmes d'été, générée par la double cohorte de diplômés du secondaire en Ontario. De nombreuses industries associées au tourisme, qui souffrent de l'incidence du SRAS, ont vu leur situation s'améliorer légèrement en juin.

La production industrielle s'est repliée de 0,7 % en juin, en baisse pour un cinquième mois consécutif. L'intensification des activités d'exploration pétrolière et gazière a permis de ralentir cette chute, tandis que la production dans les secteurs de la fabrication et des services publics a diminué considérablement. Les activités de forage pétrolier et gazier ont enregistré une hausse de 18 % en juin, après avoir connu une baisse pendant trois mois. La production pétrolière et gazière a également enregistré une augmentation significative, bien qu'une grève soit venue réduire la production du secteur minier. La production manufacturière a diminué de 1,1 %, la plus importante baisse mensuelle depuis Septembre 2001. Par contraste, l'indice de la production industrielle aux États-Unis a augmenté de 0,1 % en mai et en juin, alors que la production dans le secteur de la fabrication et de l'exploration minière s'est redressée.

La baisse de la production manufacturière a été relativement généralisée, touchant les produits alimentaires, les textiles, les vêtements, les produits du pétrole et les produits chimiques, les produits en bois, les métaux de première transformation, les produits du plastic et du caoutchouc, la machinerie, les produits électroniques et le matériel de transport. Les effets de la crise de la « maladie de la vache folle » ont continué de ralentir les activités du secteur des produits de viande et de l'abattage d'animaux. La diminution de 6,2 % de la production des scieries canadiennes en juin est imputable à la vigueur du dollar canadien et aux tarifs dissuasifs qui ont freiné les ventes à l'exportation aux États-Unis. La production de véhicules automobiles a été réduite compte tenu des stocks imposants de véhicules 2003 invendus. La fabrication de produits informatiques et électroniques a diminué de 1,8 % en raison de la chute de la production d'ordinateurs et de matériel de communication. La diminution de la production manufacturière et du secteur forestier a été largement responsable d'une baisse des services de transport par camion.

### Le secteur manufacturier se contracte

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)

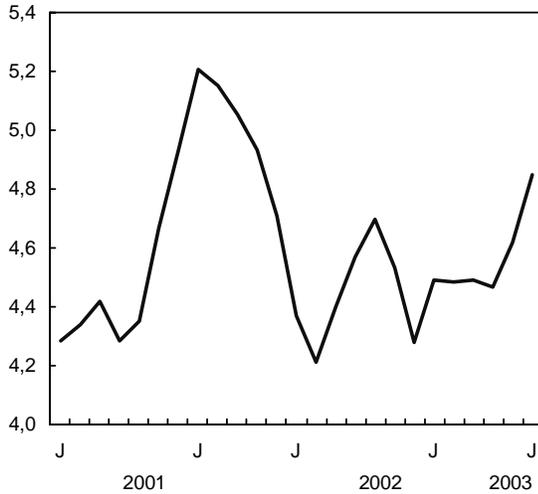


Les agents et courtiers immobiliers ont connu un autre bon mois en raison du fait que le marché de la revente de maisons, aiguillonné par les faibles taux d'intérêt, est demeuré actif. La construction de nouveaux logements a légèrement reculé dans les deux derniers mois, conséquence de la diminution des mises en chantier au cours des trois derniers mois. Une augmentation des mises en chantiers en juin et juillet laisse toutefois présager une reprise de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle au cours des mois à venir.

Bon nombre des industries liées au tourisme ont enregistré certains progrès en juin. Le secteur du transport aérien affichait une hausse de 4,1 % après avoir fortement reculé pendant quatre mois. Les agences de voyage ainsi que les industries offrant des services de transport de tourisme et d'agrément, des services d'hébergement, de location de voiture, de taxi, de même que des services de divertissement et de loisirs ont aussi enregistré une hausse de production.

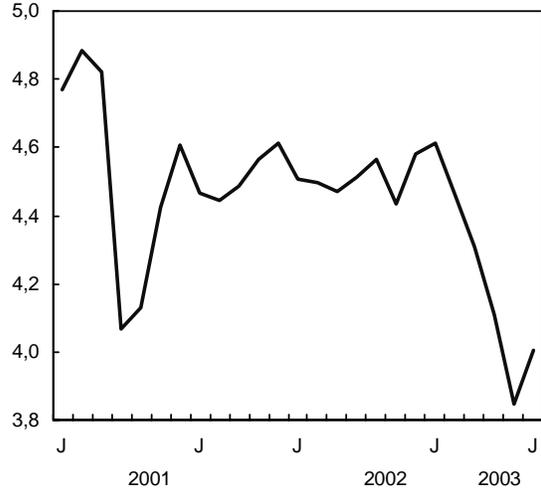
**De fortes ventes résidentielles stimulent l'industrie du courtage immobilier**

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



**Le transport aérien rebondit après quatre mois de déclin**

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Le commerce de détail a progressé de 0,5 % après avoir enregistré une forte croissance de 0,9 % en mai, mais la tendance sous-jacente a été très différente. Les ventes des concessionnaires d'automobiles ont régressé en juin même si elles ont dominé le secteur du commerce de détail en mai. L'activité à ce chapitre était considérablement plus forte en juin dans les magasins de meubles et de vêtements ainsi que dans les épiceries. Les ventes en gros ont légèrement fléchi en juin, la plupart des groupes de commerce ayant déclaré des ventes plus faibles.

Produit intérieur brut aux prix de base en dollars enchaînés de 1997, mensuel (désaisonnalisé au taux annuel)<sup>1</sup>

	Janvier 2003	Février 2003	Mars 2003	Avril 2003	Mai 2003	Jun 2003	Jun 2002 à Jun 2003
Industrie							
	millions \$						
<b>Ensemble des industries</b>	<b>991 687</b> <i>0,5</i>	<b>993 974</b> <i>0,2</i>	<b>993 879</b> <i>0,0</i>	<b>991 191</b> <i>-0,3</i>	<b>992 940</b> <i>0,2</i>	<b>994 019</b> <i>0,1</i>	<b>1,7</b>
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>305 691</b> <i>0,7</i>	<b>305 936</b> <i>0,1</i>	<b>305 554</b> <i>-0,1</i>	<b>303 072</b> <i>-0,8</i>	<b>302 675</b> <i>-0,1</i>	<b>301 040</b> <i>-0,5</i>	<b>-0,1</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 661 <i>1,2</i>	22 238 <i>2,7</i>	22 326 <i>0,4</i>	21 932 <i>-1,8</i>	22 084 <i>0,7</i>	22 132 <i>0,2</i>	<i>6,7</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	38 441 <i>1,0</i>	38 311 <i>-0,3</i>	38 151 <i>-0,4</i>	37 503 <i>-1,7</i>	37 551 <i>0,1</i>	38 401 <i>2,3</i>	<i>4,1</i>
Services publics	28 584 <i>2,1</i>	28 238 <i>-1,2</i>	27 781 <i>-1,6</i>	27 341 <i>-1,6</i>	27 300 <i>-0,1</i>	26 633 <i>-2,4</i>	<i>-3,8</i>
Construction	51 258 <i>-1,1</i>	52 563 <i>2,5</i>	52 417 <i>-0,3</i>	52 344 <i>-0,1</i>	52 544 <i>0,4</i>	52 569 <i>0,0</i>	<i>3,3</i>
Fabrication	165 326 <i>0,8</i>	164 235 <i>-0,7</i>	164 502 <i>0,2</i>	163 543 <i>-0,6</i>	162 820 <i>-0,4</i>	160 983 <i>-1,1</i>	<i>-2,1</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>686 285</b> <i>0,4</i>	<b>688 333</b> <i>0,3</i>	<b>688 627</b> <i>0,0</i>	<b>688 447</b> <i>0,0</i>	<b>690 609</b> <i>0,3</i>	<b>693 357</b> <i>0,4</i>	<b>2,6</b>
Commerce de gros	61 670 <i>3,1</i>	61 846 <i>0,3</i>	61 635 <i>-0,3</i>	61 726 <i>0,1</i>	61 975 <i>0,4</i>	61 855 <i>-0,2</i>	<i>5,8</i>
Commerce de détail	55 021 <i>0,4</i>	55 707 <i>1,2</i>	55 304 <i>-0,7</i>	55 161 <i>-0,3</i>	55 638 <i>0,9</i>	55 906 <i>0,5</i>	<i>2,3</i>
Transport et entreposage	45 515 <i>0,2</i>	45 542 <i>0,1</i>	45 478 <i>-0,1</i>	44 902 <i>-1,3</i>	44 453 <i>-1,0</i>	44 659 <i>0,5</i>	<i>-1,8</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	46 678 <i>0,2</i>	47 037 <i>0,8</i>	47 139 <i>0,2</i>	47 419 <i>0,6</i>	47 671 <i>0,5</i>	47 818 <i>0,3</i>	<i>4,7</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	196 307 <i>0,1</i>	196 576 <i>0,1</i>	196 824 <i>0,1</i>	197 396 <i>0,3</i>	198 128 <i>0,4</i>	199 113 <i>0,5</i>	<i>2,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 337 <i>0,3</i>	46 503 <i>0,4</i>	46 666 <i>0,4</i>	46 818 <i>0,3</i>	47 089 <i>0,6</i>	47 275 <i>0,4</i>	<i>4,4</i>
Services administratifs et gestion de déchets	21 789 <i>0,1</i>	21 818 <i>0,1</i>	21 883 <i>0,3</i>	21 849 <i>-0,2</i>	21 907 <i>0,3</i>	22 082 <i>0,8</i>	<i>4,5</i>
Services d'enseignement	44 663 <i>0,1</i>	44 837 <i>0,4</i>	44 729 <i>-0,2</i>	44 825 <i>0,2</i>	44 817 <i>0,0</i>	45 155 <i>0,8</i>	<i>1,8</i>
Soins de santé et assistance sociale	58 400 <i>0,2</i>	58 576 <i>0,3</i>	58 822 <i>0,4</i>	59 104 <i>0,5</i>	59 253 <i>0,3</i>	59 387 <i>0,2</i>	<i>3,9</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 366 <i>0,9</i>	9 326 <i>-0,4</i>	9 685 <i>3,8</i>	9 639 <i>-0,5</i>	9 715 <i>0,8</i>	9 886 <i>1,8</i>	<i>7,5</i>
Hébergement et services de restauration	23 082 <i>-1,2</i>	23 039 <i>-0,2</i>	22 774 <i>-1,2</i>	21 911 <i>-3,8</i>	22 100 <i>0,9</i>	22 174 <i>0,3</i>	<i>-5,6</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	22 465 <i>0,0</i>	22 455 <i>0,0</i>	22 498 <i>0,2</i>	22 481 <i>-0,1</i>	22 538 <i>0,3</i>	22 582 <i>0,2</i>	<i>2,3</i>
Administrations publiques	56 021 <i>0,2</i>	56 111 <i>0,2</i>	56 219 <i>0,2</i>	56 276 <i>0,1</i>	56 390 <i>0,2</i>	56 511 <i>0,2</i>	<i>2,5</i>
<b>Autres agrégations</b>							
Production industrielle	232 641 <i>1,0</i>	231 076 <i>-0,7</i>	230 758 <i>-0,1</i>	228 738 <i>-0,9</i>	228 009 <i>-0,3</i>	226 319 <i>-0,7</i>	<i>-1,3</i>
Fabrication de biens non durables	68 152 <i>-0,4</i>	68 159 <i>0,0</i>	68 239 <i>0,1</i>	68 089 <i>-0,2</i>	68 015 <i>-0,1</i>	67 728 <i>-0,4</i>	<i>-0,1</i>
Fabrication de biens durables	97 208 <i>1,6</i>	96 142 <i>-1,1</i>	96 328 <i>0,2</i>	95 536 <i>-0,8</i>	94 904 <i>-0,7</i>	93 385 <i>-1,6</i>	<i>-3,4</i>
Secteur des entreprises	841 177 <i>0,5</i>	843 167 <i>0,2</i>	842 840 <i>0,0</i>	839 713 <i>-0,4</i>	841 237 <i>0,2</i>	841 675 <i>0,1</i>	<i>1,6</i>
Secteur non commercial	150 681 <i>0,1</i>	150 970 <i>0,2</i>	151 201 <i>0,2</i>	151 631 <i>0,3</i>	151 856 <i>0,1</i>	152 493 <i>0,4</i>	<i>2,5</i>
Secteur des TIC, total	59 835 <i>0,5</i>	60 127 <i>0,5</i>	60 109 <i>0,0</i>	60 290 <i>0,3</i>	60 564 <i>0,5</i>	60 556 <i>0,0</i>	<i>2,9</i>

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un mois à l'autre, en pourcentage.

**Produit intérieur brut aux prix de base en dollars enchaînés de 1997, trimestriel (désaisonnalisé au taux annuel) et annuel<sup>1</sup>**

Industrie	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
millions \$								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>297 472</b>	<b>301 804</b>	<b>304 124</b>	<b>303 911</b>	<b>305 727</b>	<b>302 262</b>	<b>297 467</b>	<b>301 828</b>
	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	20 462	20 763	20 859	21 070	22 075	22 049	22 036	20 789
	<i>-3,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>4,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-5,3</i>	<i>-5,7</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 193	37 408	37 473	37 664	38 301	37 818	37 485	37 434
	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,1</i>
Services publics	27 437	28 063	28 197	28 194	28 201	27 091	27 419	27 973
	<i>1,2</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-3,9</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,0</i>
Construction	51 009	50 776	51 161	51 521	52 079	52 486	50 347	51 117
	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,9</i>	<i>1,5</i>
Fabrication	160 922	164 291	165 902	164 980	164 688	162 449	159 853	164 024
	<i>2,9</i>	<i>2,1</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>-4,6</i>	<i>2,6</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>666 143</b>	<b>673 935</b>	<b>679 185</b>	<b>683 380</b>	<b>687 748</b>	<b>690 804</b>	<b>649 760</b>	<b>675 661</b>
	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>4,0</i>
Commerce de gros	56 344	58 423	59 129	59 980	61 717	61 852	54 534	58 469
	<i>2,5</i>	<i>3,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>2,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,9</i>	<i>7,2</i>
Commerce de détail	54 103	54 165	54 328	54 730	55 344	55 568	51 399	54 331
	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>3,9</i>	<i>5,7</i>
Transport et entreposage	44 258	45 334	45 413	45 366	45 512	44 671	44 898	45 093
	<i>1,3</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 788	45 463	46 028	46 400	46 951	47 636	42 376	45 670
	<i>2,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>10,0</i>	<i>7,8</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	193 707	194 796	195 898	196 379	196 569	198 212	187 421	195 195
	<i>1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,6</i>	<i>4,1</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	44 792	45 326	45 681	46 114	46 502	47 061	44 107	45 479
	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>6,5</i>	<i>3,1</i>
Services administratifs et gestion de déchets	20 753	20 983	21 407	21 703	21 830	21 946	20 205	21 212
	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>4,6</i>	<i>5,0</i>
Services d'enseignement	43 737	44 239	44 494	44 567	44 743	44 932	43 655	44 259
	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,4</i>
Soins de santé et assistance sociale	56 201	56 859	57 580	58 117	58 599	59 248	55 105	57 189
	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>
Arts, spectacles et loisirs	8 875	9 400	9 218	9 317	9 459	9 747	8 757	9 203
	<i>-0,7</i>	<i>5,9</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,5</i>	<i>3,0</i>	<i>2,5</i>	<i>5,1</i>
Hébergement et services de restauration	22 962	23 323	23 422	23 399	22 965	22 062	22 798	23 277
	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,9</i>	<i>-3,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	21 894	22 054	22 242	22 420	22 473	22 534	21 481	22 153
	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>3,2</i>	<i>3,1</i>
Administrations publiques	54 562	54 481	55 282	55 841	56 117	56 392	53 672	55 041
	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	225 859	230 096	231 929	231 170	231 492	227 689	225 036	229 763
	<i>2,5</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-3,4</i>	<i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	66 670	67 760	68 348	68 446	68 183	67 944	65 914	67 806
	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>2,9</i>
Fabrication de biens durables	94 307	96 566	97 586	96 600	96 559	94 608	93 972	96 265
	<i>3,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-2,0</i>	<i>-7,6</i>	<i>2,4</i>
Secteur des entreprises	816 556	827 680	833 909	836 812	842 395	840 875	801 870	828 739
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>3,4</i>
Secteur non commercial	146 945	147 959	149 302	150 355	150 951	151 993	145 320	148 640
	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,9</i>	<i>2,3</i>
Secteur des TIC, total	57 691	58 716	58 938	59 412	60 024	60 470	57 222	58 689
	<i>3,2</i>	<i>1,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,6</i>

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un mois à l'autre, en pourcentage.

## Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2003

Au deuxième trimestre, l'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde a diminué de 1,8 milliard de dollars pour atteindre 5,1 milliards de dollars après désaisonnalisation. Les détériorations des soldes des biens et des revenus de placements ont engendré une diminution du solde total.

Au compte capital et financier (non désaisonnalisé), les investisseurs étrangers ont été une fois de plus très actifs dans leurs achats d'obligations canadiennes. Ils ont toutefois réorienté leurs achats vers les obligations libellées en devises étrangères. Ils ont aussi acheté des actions alors que les marchés des actions se redressaient. Parallèlement, les Canadiens ont continué d'acheter des obligations étrangères, portant leurs acquisitions pour la première moitié de 2003 à un niveau record.

En toile de fond à ces activités, le dollar canadien continuait à se raffermir, terminant le trimestre au-dessus de 74 cents US, gagnant ainsi 6 cents complets durant le trimestre et près de 11 cents depuis le début de l'année.

### Compte courant

#### Les prix de l'énergie réduisent le surplus des biens

Le surplus des biens a diminué de 1,0 milliard de dollars au deuxième trimestre, les exportations ayant chuté davantage que les importations.

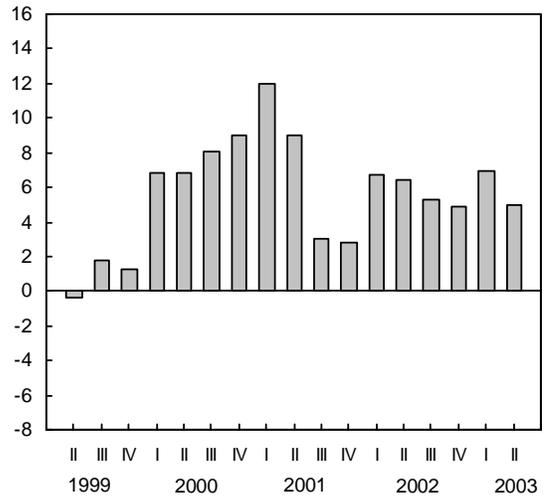
Les exportations de biens ont atteint leur niveau le plus bas depuis le quatrième trimestre de 2001 et leur deuxième plus bas niveau depuis la fin de 1999. Les baisses des prix de l'énergie ont été le principal facteur de la chute des exportations des produits de l'énergie. Les prix du pétrole brut et du gaz naturel ont diminué d'environ 15 % chacun au deuxième trimestre, faisant suite à des hausses observées au premier trimestre. La baisse des exportations des machines et de l'équipement a été principalement répartie entre la machinerie industrielle et les autres matériels et outils. Les exportations de pièces de véhicules automobiles ont affiché leur plus bas niveau depuis le premier trimestre de 2001 et sont à l'origine de la majorité de la baisse des produits de l'automobile. Les produits de l'agriculture ont baissé à la suite des craintes causées par l'encéphalopathie spongiforme des bovins (ESB), ou maladie de la vache folle, qui a touché principalement les exportations d'animaux vivants et de viandes et des préparations de viandes. Après cinq trimestres de déclin, les exportations de blé ont connu un regain, alors que les exportations de bois d'oeuvre ont atteint leur plus bas niveau en plus de dix ans.

Les importations de biens ont diminué de 4,2 milliards de dollars au deuxième trimestre. Affichant leur plus bas niveau depuis 1996, les importations d'avions, de moteurs d'avions et leurs pièces ont été le principal facteur à l'origine de la réduction de 1,3 milliard de dollars des importations de machines et d'équipement. Les biens industriels ont eux aussi connu une baisse importante répartie entre plusieurs produits. Tout comme pour les exportations, la majeure partie de la chute des importations de produits de l'automobile a été le résultat de la diminution des importations de pièces de véhicules automobiles. Les prix du pétrole brut importé ont diminué d'environ 13 % au deuxième trimestre, ce qui a amené la baisse en valeur de ce produit.

### Solde du compte courant

Milliards de \$

Données désaisonnalisées



### Note aux lecteurs

Étant donné les problèmes récents d'approvisionnement électrique en Ontario, le cycle de production des données présentées dans ce communiqué fut écourté de plusieurs jours. En conséquence, moins de temps a pu être consacré à la compilation, à l'évaluation et à la révision de ces données. Bien que toutes les mesures possibles aient été prises pour assurer la qualité de ces estimations, nous avisons nos lecteurs qu'il est possible qu'ils aient à faire face à des révisions plus importantes dans les prochains communiqués.

De plus, un ajustement plus important que d'ordinaire a été apporté aux données du commerce international publiées récemment étant donné l'augmentation importante de la valeur du dollar canadien au deuxième trimestre. Depuis les années 1980, le Canada et les États-Unis ont un accord d'échange de données. En vertu de cet accord, les importations américaines en provenance du Canada sont utilisées pour calculer les exportations canadiennes aux États-Unis (et vice versa).

L'utilisation d'une série unique de données douanières comme la base pour le calcul du commerce libellé en monnaie nationale nécessite l'emploi de taux de change pour la conversion de la monnaie et ce, à différentes étapes de la manipulation des données. Lorsque les taux de change sont fixes ou changent graduellement, ceci ne présente pas de problème majeur. Toutefois, le deuxième trimestre de 2003 a connu la plus grande variation du taux de change canadien en un seul trimestre depuis 50 ans. Lorsque les données du commerce international ont été confrontées aux données des revenus et de la production pour le calcul des données trimestrielles du produit intérieur brut du système de la comptabilité nationale, des divergences sont apparues. Ces divergences sont en partie dues aux conversions de taux de change propres au calcul des statistiques du commerce international. La valeur des exportations a donc été révisée à hausse, 1,0 milliard de dollars pour le premier trimestre et 2,7 milliards de dollars pour le second. Cette correction a été effectuée au moyen d'un ajustement à la balance des paiements.

Ces ajustements sont toutefois préliminaires et pourraient donc être révisés de façon plus importante qu'à l'ordinaire lors des prochains communiqués. De plus amples informations sur cette question de méthodologie seront publiées à mesure qu'elles deviendront disponibles.

### Augmentation des paiements des revenus de placements

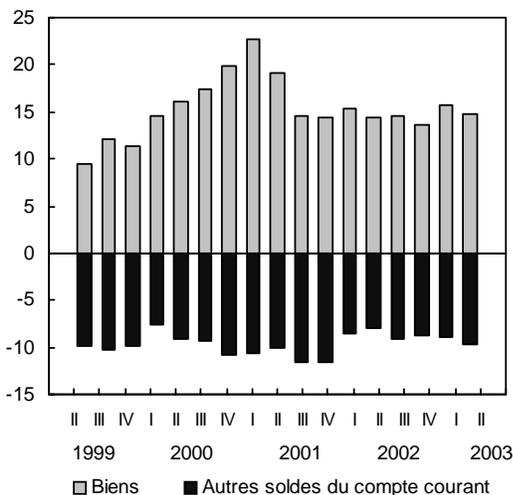
Le déficit des revenus de placements s'est élargi de 0,6 milliard de dollars, alors que les profits obtenus par les investisseurs directs étrangers au Canada ont rebondi au deuxième trimestre. La plus importante augmentation est survenue dans le secteur des finances et des assurances. La forte valeur du dollar canadien a contribué à la baisse des paiements d'intérêt sur la dette canadienne émise en devises étrangères. Les recettes des revenus de placement n'ont pratiquement pas changé, alors que la hausse des profits réinvestis a été neutralisée par une baisse des recettes d'intérêts provenant des autres investissements.

### Le déficit des services demeure élevé

Le déficit des voyages a augmenté de 0,3 milliard de dollars pour atteindre 1,1 milliard de dollars, alors que moins de visiteurs étrangers sont venus au Canada durant le deuxième trimestre. Le nombre de voyageurs étrangers passant au moins une nuit au Canada a diminué de 14,9 % au deuxième trimestre, faisant suite à une baisse de 7,4 % au premier trimestre. Conséquemment, les dépenses des voyageurs étrangers ont diminué de 0,6 milliard de dollars pour atteindre 3,4 milliards de dollars au deuxième trimestre. Plusieurs facteurs ont contribué à la baisse des dépenses de voyage, dont la guerre en Irak et les craintes au sujet du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et de l'ESB, ou maladie de la vache folle. Cette baisse a été partiellement annulée par une réduction d'environ 0,2 milliard de dollars des dépenses des Canadiens à l'étranger.

### Solde des biens et autres soldes du compte courant

Milliards de \$ Données désaisonnalisées



La situation dans les autres services s'est améliorée quelque peu, principalement à cause des exportations plus élevées pour les services commerciaux. Du côté des services de transport, autant les exportations que les importations ont diminué. Dans l'ensemble, le déficit des services a légèrement augmenté pour atteindre 2,7 milliards de dollars, soit le plus haut niveau depuis 1995.

### Compte financier

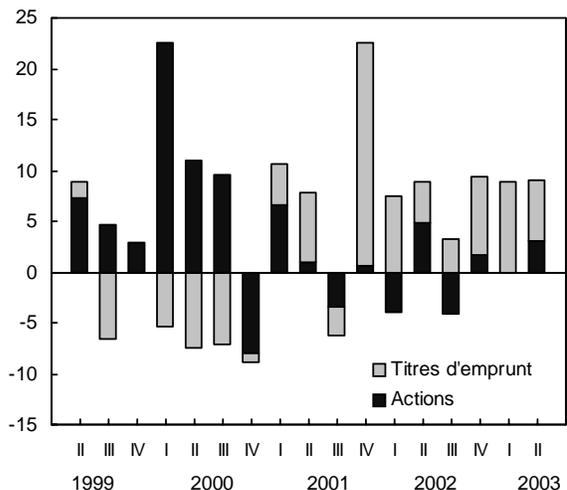
#### Investissements de portefeuille élevés pour un troisième trimestre consécutif

Les investissements de portefeuille étrangers en valeurs mobilières canadiennes ont atteint 8,8 milliards de dollars, soit

un niveau pratiquement inchangé pour un troisième trimestre d'affilée. Les investisseurs étrangers ont acheté des obligations et des actions canadiennes, mais ont vendu un faible montant d'instruments du marché monétaire. Parallèlement, la demande canadienne pour les obligations étrangères était à nouveau robuste, alors que l'investissement pour le semestre équivalait à celui de l'ensemble de 2002.

### Investissements étrangers de portefeuille au Canada

Milliards de \$

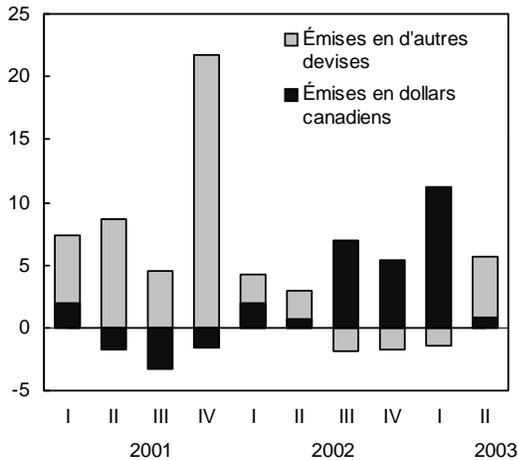


### Les placements de portefeuille transfrontaliers en obligations continuent d'être importants

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 6,4 milliards de dollars d'obligations canadiennes, ce qui est un montant équivalent aux deux tiers de l'investissement du premier trimestre. Ils ont acquis des obligations tant des sociétés que des gouvernements. Cependant, parmi les obligations des gouvernements, il y a eu des activités compensatoires. En effet, les investisseurs étrangers ont vendu un montant important d'obligations du gouvernement du Canada, mais ont acheté des obligations des entreprises fédérales et des gouvernements provinciaux. La majeure partie de la demande est venue d'Asie, particulièrement du Japon. Il y a eu aussi des investissements en provenance des États-Unis. Toutefois, l'investissement américain était considérablement moindre qu'au premier trimestre. Au deuxième trimestre, l'investissement étranger s'est dirigé vers les obligations libellées en devises étrangères, alors qu'au cours des trois trimestres précédents, cet investissement était allé surtout vers les obligations libellées en dollars canadiens.

### Investissements étrangers en obligations canadiennes par devise

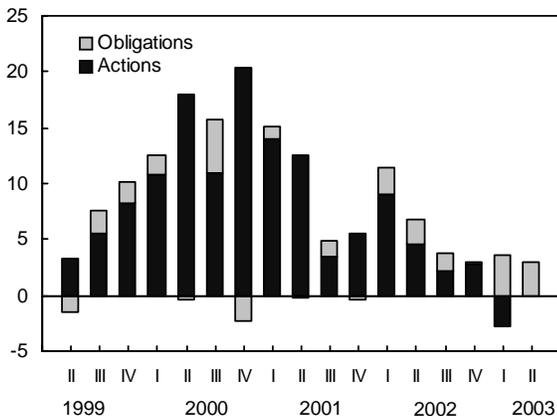
Milliards \$



Les investisseurs canadiens ont poursuivi leurs achats d'obligations étrangères durant le trimestre. Le montant de 2,7 milliards de dollars investi durant le trimestre a porté le total cumulatif de cette année à 6,3 milliards de dollars, soit un montant équivalent à l'investissement pour l'ensemble de 2002. Les achats durant le trimestre ont porté uniquement sur les obligations du Trésor américain, car les investisseurs se sont départis d'un petit montant d'obligations d'outre-mer. Au cours des trois trimestres précédents, les investisseurs canadiens avaient déplacé une partie de leurs achats vers les obligations d'outre-mer.

### Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger<sup>1</sup>

Milliards de \$



<sup>1</sup> Signes renversés de la balance des paiements.

### Le portefeuille d'actions transfrontalier est à la hausse sur des marchés boursiers qui se redressent

Les investisseurs étrangers sont revenus sur le marché boursier canadien, alors que le prix des actions a augmenté tout au long du trimestre. Ils ont acheté des actions pour un montant de 2,9 milliards de dollars après en avoir vendu un faible montant au premier trimestre. Parallèlement, la demande canadienne pour les actions étrangères a repris, les investisseurs canadiens ayant acheté un montant de 0,5 milliard

de dollars d'actions américaines. Il s'agit d'un renversement majeur par rapport à la vente de 2,7 milliards de dollars de ces actions au premier trimestre. Ce regain d'intérêt est principalement attribuable aux fonds de pension canadiens.

Les investisseurs étrangers ont vendu un faible montant (0,6 milliard de dollars) d'instruments du marché monétaire, même si le dollar canadien se renforçait et que l'écart des taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis continuait de favoriser l'investissement au Canada. Il y a eu un changement dans la composition de l'investissement en instruments du marché monétaire. Les investisseurs étrangers ont acheté pour 1,3 milliard de dollars de bons du Trésor du gouvernement du Canada, mais ils ont vendu pour 1,9 milliard de dollars d'effets des autres gouvernements et sociétés.

### Les investissements directs sont de nouveau faibles tant à l'actif qu'au passif

Les investisseurs directs étrangers ont placé un montant de 5,1 milliards de dollars dans l'économie canadienne au cours du trimestre. Les investissements ont ainsi été faibles pour un quatrième trimestre consécutif. Il s'agit toutefois d'une amélioration par rapport au très faible niveau du premier trimestre. Encore une fois, les investissements sont allés vers des sociétés affiliées existantes pour leurs besoins de fonds de roulement car les investissements en vue d'acquisitions ont été presque inexistantes.

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont fléchi pour s'établir à 2,8 milliards de dollars, en baisse par rapport à l'investissement modéré de 5,2 milliards de dollars du premier trimestre. La plupart de ces investissements étaient reliés aux bénéficiaires réinvestis et à quelques acquisitions mineures.

### Autres investissements

Une baisse importante du passif-dépôts a produit une sortie de fonds dans la catégorie des autres investissements, annulant complètement l'augmentation du premier trimestre. Tout comme au premier trimestre, ce sont les opérations entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées à l'étranger qui ont dominé les opérations au passif-dépôts. Les opérations, en devises étrangères, avec les États-Unis et le Royaume-Uni ont constitué la majeure partie des flux durant ces deux trimestres. Les réserves internationales du Canada ont diminué de nouveau pour un quatrième trimestre consécutif. Durant cette période, le Canada a réduit ses avoirs de réserve de 5,4 milliards de dollars. Tant les prêts que les emprunts ont diminué au cours du trimestre et ce, principalement en raison des opérations reliées aux prêts avec conventions de rachat. Ces prêts avaient augmenté au cours des trois trimestres précédents tant à l'actif qu'au passif.

## Balance des paiements

Compte courant	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
<b>données non désaisonnalisées</b>								
millions de \$								
<b>Recettes</b>								
Biens et services:	112 500	120 597	120 120	119 411	118 491	115 860	480 404	472 628
Biens	100 064	106 083	102 235	105 923	105 628	102 135	421 519	414 305
Services	12 435	14 514	17 886	13 487	12 863	13 725	58 885	58 323
Revenus de placements:	6 842	7 778	7 828	9 191	7 644	7 713	26 715	31 638
Investissements directs	2 776	3 618	3 756	5 196	3 597	3 848	7 297	15 345
Investissements de portefeuille	2 055	2 133	2 064	2 072	2 064	2 061	7 907	8 323
Autres investissements	2 012	2 027	2 008	1 923	1 982	1 805	11 511	7 970
Transferts courants	1 964	1 469	1 543	2 026	1 981	1 455	6 990	7 002
<b>Recettes du compte courant</b>	<b>121 306</b>	<b>129 844</b>	<b>129 491</b>	<b>130 628</b>	<b>128 115</b>	<b>125 027</b>	<b>514 110</b>	<b>511 268</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services:	100 275	109 754	105 221	107 862	105 751	105 125	417 908	423 112
Biens	83 879	92 830	88 129	91 621	88 419	88 746	350 632	356 459
Services	16 396	16 924	17 092	16 241	17 332	16 379	67 276	66 653
Revenus de placements:	14 761	13 404	15 014	15 970	15 578	14 614	64 029	59 149
Investissements directs	5 116	4 080	5 613	5 915	6 066	5 880	21 884	20 724
Investissements de portefeuille	7 236	7 346	7 497	7 564	7 368	7 153	29 590	29 643
Autres investissements	2 408	1 979	1 904	2 490	2 145	1 580	12 555	8 782
Transferts courants	1 909	1 060	1 295	1 377	1 998	1 203	5 308	5 641
<b>Paiements du compte courant</b>	<b>116 945</b>	<b>124 218</b>	<b>121 530</b>	<b>125 209</b>	<b>123 327</b>	<b>120 943</b>	<b>487 245</b>	<b>487 902</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services:	12 225	10 843	14 900	11 548	12 739	10 734	62 496	49 516
Biens	16 186	13 253	14 105	14 302	17 209	13 389	70 887	57 846
Services	-3 960	-2 410	794	-2 754	-4 469	-2 655	-8 391	-8 330
Revenus de placements:	-7 919	-5 626	-7 186	-6 779	-7 935	-6 901	-37 314	-27 511
Investissements directs	-2 340	-462	-1 858	-719	-2 468	-2 033	-14 587	-5 379
Investissements de portefeuille	-5 182	-5 212	-5 433	-5 493	-5 304	-5 093	-21 683	-21 320
Autres investissements	-397	48	104	-567	-163	225	-1 044	-811
Transferts courants	55	409	247	650	-17	252	1 682	1 361
<b>Solde du compte courant</b>	<b>4 361</b>	<b>5 625</b>	<b>7 961</b>	<b>5 419</b>	<b>4 788</b>	<b>4 084</b>	<b>26 864</b>	<b>23 366</b>
<b>Compte capital et financier<sup>1 2</sup></b>								
<b>Compte capital</b>	<b>1 396</b>	<b>1 476</b>	<b>1 102</b>	<b>842</b>	<b>958</b>	<b>867</b>	<b>5 678</b>	<b>4 816</b>
<b>Compte financier</b>	<b>1 345</b>	<b>122</b>	<b>-9 830</b>	<b>-9 599</b>	<b>2 057</b>	<b>-11 603</b>	<b>-23 466</b>	<b>-17 961</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-6 706	-8 731	-13 576	-16 205	-5 247	-2 801	-56 737	-45 217
Investissements de portefeuille:	-11 435	-6 866	-3 722	-2 928	-915	-3 146	-37 573	-24 950
Obligations étrangères	-2 442	-2 298	-1 472	-32	-3 604	-2 665	-1 920	-6 243
Actions étrangères	-8 993	-4 567	-2 250	-2 897	2 689	-482	-35 653	-18 707
Autres investissements:	-7 342	2 636	-8	-5 943	-24 269	4 388	-19 748	-10 657
Prêts	-2 448	2 237	-1 332	-6 136	-5 152	2 951	-8 011	-7 678
Dépôts	-1 219	2 146	2 377	3 107	-18 940	3 376	-2 173	6 411
Réserves internationales	-696	-1 450	1 885	559	2 711	229	-3 353	298
Autres actifs	-2 978	-297	-2 938	-3 474	-2 889	-2 167	-6 210	-9 688
<b>Total de l'actif du Canada, flux nets</b>	<b>-25 482</b>	<b>-12 960</b>	<b>-17 306</b>	<b>-25 076</b>	<b>-30 431</b>	<b>-1 559</b>	<b>-114 058</b>	<b>-80 825</b>
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	16 779	7 324	2 620	5 619	3 493	5 097	44 608	32 342
Investissements de portefeuille:	3 594	8 891	-766	9 339	8 456	8 761	34 669	21 058
Obligations canadiennes	6 154	3 766	5 102	3 691	9 859	6 421	37 351	18 712
Actions canadiennes	-3 865	4 781	-4 076	1 724	-265	2 933	4 667	-1 436
Effets du marché monétaire canadien	1 305	344	-1 791	3 925	-1 137	-593	-7 349	3 782
Autres investissements:	6 455	-3 132	5 622	519	20 539	-23 902	11 315	9 464
Emprunts	784	-3 095	1 857	1 670	1 252	-3 147	-7 008	1 216
Dépôts	7 465	1 868	5 353	-1 128	21 200	-20 597	23 716	13 559
Autres passifs	-1 794	-1 905	-1 588	-23	-1 913	-158	-5 393	-5 311
<b>Total du passif du Canada, flux nets</b>	<b>26 828</b>	<b>13 083</b>	<b>7 476</b>	<b>15 477</b>	<b>32 488</b>	<b>-10 044</b>	<b>90 592</b>	<b>62 864</b>
<b>Total du compte capital et financier flux nets</b>	<b>2 742</b>	<b>1 598</b>	<b>-8 727</b>	<b>-8 757</b>	<b>3 015</b>	<b>-10 737</b>	<b>-17 788</b>	<b>-13 145</b>
Divergence statistique	-7 103	-7 223	767	3 338	-7 803	6 653	-9 076	-10 221

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

## Compte courant

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
<b>données désaisonnalisées</b>								
millions de \$								
<b>Recettes</b>								
Biens et services:	115 314	117 357	120 309	119 647	119 781	114 010	480 404	472 628
Biens	101 231	102 843	105 650	104 580	105 430	100 235	421 519	414 305
Services:	14 083	14 513	14 659	15 067	14 351	13 775	58 885	58 323
Voyages	4 238	4 040	4 195	4 258	3 942	3 367	16 414	16 731
Transports	2 544	2 656	2 700	2 932	2 629	2 455	10 455	10 831
Services commerciaux	6 929	7 444	7 420	7 520	7 406	7 577	30 553	29 312
Services gouvernementaux	373	374	344	357	373	376	1 463	1 448
Revenus de placements:	6 878	7 686	7 963	9 111	7 625	7 608	26 715	31 638
Investissements directs:	2 789	3 525	3 923	5 108	3 565	3 732	7 297	15 345
Intérêts	129	147	127	144	220	127	341	546
Bénéfices	2 660	3 378	3 796	4 964	3 345	3 605	6 956	14 799
Investissements de portefeuille:	2 056	2 118	2 060	2 089	2 063	2 045	7 907	8 323
Intérêts	465	490	394	426	440	428	2 014	1 775
Dividendes	1 591	1 628	1 666	1 663	1 623	1 617	5 893	6 548
Autres investissements	2 033	2 043	1 980	1 915	1 997	1 831	11 511	7 970
Transferts courants:	1 740	1 616	1 708	1 938	1 748	1 589	6 990	7 002
Privé	686	628	676	630	688	588	2 460	2 619
Officiel	1 055	987	1 032	1 308	1 060	1 001	4 530	4 382
<b>Total des recettes</b>	<b>123 933</b>	<b>126 658</b>	<b>129 980</b>	<b>130 696</b>	<b>129 154</b>	<b>123 207</b>	<b>514 110</b>	<b>511 268</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services:	101 931	105 516	107 880	107 785	106 654	101 887	417 908	423 112
Biens	85 813	88 551	91 137	90 958	89 665	85 440	350 632	356 459
Services:	16 118	16 965	16 743	16 827	16 989	16 447	67 276	66 653
Voyages	4 515	4 719	4 665	4 686	4 780	4 470	18 542	18 585
Transports	3 290	3 527	3 718	3 667	3 612	3 380	13 807	14 202
Services commerciaux	8 094	8 507	8 146	8 258	8 379	8 378	34 091	33 005
Services gouvernementaux	219	211	214	216	219	219	836	861
Revenus de placements:	13 833	13 435	15 334	16 546	14 090	14 678	64 029	59 149
Investissements directs:	4 440	3 975	5 773	6 537	4 843	5 822	21 884	20 724
Intérêts	378	343	327	342	465	474	2 309	1 390
Bénéfices	4 062	3 632	5 446	6 194	4 379	5 348	19 576	19 334
Investissements de portefeuille:	7 222	7 342	7 495	7 584	7 342	7 153	29 590	29 643
Intérêts	6 819	6 901	7 052	7 119	6 782	6 611	27 406	27 891
Dividendes	403	441	442	465	560	542	2 184	1 752
Autres investissements	2 171	2 118	2 067	2 426	1 905	1 703	12 555	8 782
Transferts courants:	1 392	1 331	1 432	1 487	1 494	1 570	5 308	5 641
Privé	734	780	792	814	767	789	2 864	3 120
Officiel	658	551	640	672	727	781	2 444	2 521
<b>Total des paiements</b>	<b>117 156</b>	<b>120 283</b>	<b>124 646</b>	<b>125 818</b>	<b>122 238</b>	<b>118 135</b>	<b>487 245</b>	<b>487 902</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services:	13 384	11 840	12 430	11 862	13 127	12 122	62 496	49 516
Biens	15 419	14 292	14 513	13 622	15 765	14 795	70 887	57 846
Services:	-2 035	-2 452	-2 083	-1 760	-2 638	-2 672	-8 391	-8 330
Voyages	-277	-679	-470	-427	-838	-1 103	-2 128	-1 853
Transports	-746	-872	-1 017	-736	-982	-925	-3 352	-3 371
Services commerciaux	-1 165	-1 064	-726	-738	-972	-802	-3 538	-3 693
Services gouvernementaux	153	163	130	141	154	157	627	587
Revenus de placements:	-6 955	-5 749	-7 371	-7 435	-6 465	-7 070	-37 314	-27 511
Investissements directs:	-1 651	-450	-1 849	-1 429	-1 278	-2 090	-14 587	-5 379
Intérêts	-249	-196	-200	-199	-244	-347	-1 968	-844
Bénéfices	-1 402	-254	-1 649	-1 230	-1 034	-1 743	-12 620	-4 535
Investissements de portefeuille:	-5 166	-5 224	-5 435	-5 495	-5 279	-5 108	-21 683	-21 320
Intérêts	-6 354	-6 411	-6 659	-6 693	-6 342	-6 183	-25 392	-26 116
Dividendes	1 188	1 187	1 224	1 198	1 063	1 075	3 709	4 796
Autres investissements	-138	-75	-87	-511	92	127	-1 044	-811
Transferts courants:	348	285	276	451	254	19	1 682	1 361
Privé	-49	-152	-116	-185	-79	-201	-404	-501
Officiel	397	436	392	636	333	221	2 086	1 862
<b>Compte courant</b>	<b>6 777</b>	<b>6 375</b>	<b>5 334</b>	<b>4 879</b>	<b>6 916</b>	<b>5 072</b>	<b>26 864</b>	<b>23 366</b>

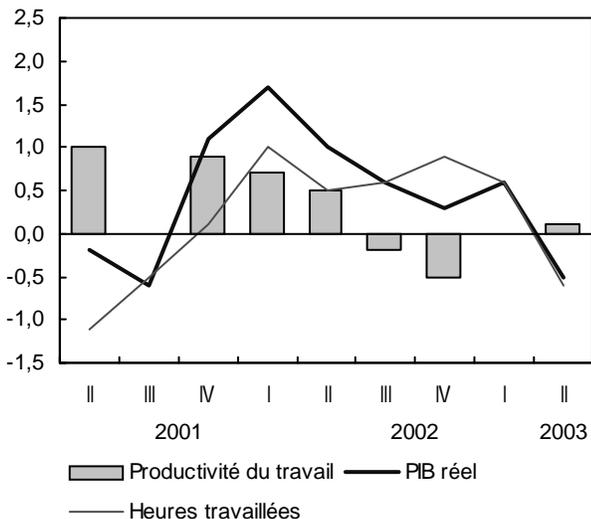
## Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Deuxième trimestre de 2003

Malgré plusieurs entraves à la croissance économique, la productivité du travail dans le secteur des entreprises a connu un léger gain de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre de 2003. Il s'agit d'une première augmentation après trois trimestres de croissance négative ou nulle.

### La productivité s'est légèrement redressée après trois trimestres de croissance négative ou nulle

Variation trimestrielle en %



Au cours des trois trimestres précédents, la croissance des heures travaillées a dépassé ou égalé celle de la production, faisant baisser ou stagner la productivité. Au deuxième trimestre 2003, la croissance trimestrielle de la productivité s'est légèrement redressée dans un contexte de repli de la production accompagné d'une réduction plus prononcée des heures travaillées; les entreprises ayant donc agi rapidement pour ajuster leurs effectifs à leur production.

La production et les heures travaillées au deuxième trimestre de 2003 ont reculé pour la première fois depuis le troisième trimestre de 2001, période affectée par les attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis. Pour ces deux périodes, l'ampleur du rythme des baisses de la production et des heures travaillées était comparable.

D'un trimestre à l'autre, la production a fléchi de 0,5 % au deuxième trimestre. Ce déclin de la production a été accompagné d'un marché du travail en panne. Le niveau d'emplois a reculé de 0,3 %, ce qui représente la première baisse trimestrielle depuis le troisième trimestre de 2001. Par ailleurs, les travailleurs ont, en moyenne, consacré moins d'heures (-0,4%) à la production au deuxième trimestre, ce qui a contribué à baisser davantage le nombre total d'heures travaillées. La réduction trimestrielle des heures travaillées a atteint 0,6 % au deuxième trimestre, après avoir connu une hausse de 0,6 % au premier trimestre.

### Note aux lecteurs

Les estimations trimestrielles de la productivité fournissent une première indication des tendances récentes de la productivité dans l'économie canadienne. Ces données sont produites à partir des estimations provisoires du produit intérieur brut (PIB). Compte tenu des récents problèmes persistants d'alimentation en électricité en Ontario, moins de temps a été consacré que d'habitude à la compilation et à l'évaluation des données du PIB; il faut donc s'attendre à ce que les estimations de la productivité fassent l'objet d'une révision plus importante lors du prochain communiqué.

Dans ce communiqué, l'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur «main-d'oeuvre» (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

### Les coûts unitaires de main-d'oeuvre étaient en hausse

D'un trimestre à l'autre, le coût unitaire de main-d'oeuvre, un indicateur qui reflète les changements que subit la rémunération horaire relativement à la productivité, s'est accru à un taux de 0,6 % durant le deuxième trimestre. Cette augmentation trimestrielle est supérieure à celle de 0,1 % observée au premier trimestre et est comparable au rythme de croissance observé au cours des trois trimestres précédents. La croissance de la rémunération horaire s'est chiffrée à 0,8 % au deuxième trimestre de 2003, soit une hausse plus élevée que l'augmentation de 0,2 % enregistrée au premier trimestre.

Sur une base annuelle, la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises au deuxième trimestre s'est accrue à un rythme plus rapide qu'au premier trimestre, passant de 1,5 % à 1,9 %. Cette augmentation auquel il faut ajouter le recul de 0,6 % de la productivité du travail a entraîné une hausse de 2,5% du coût unitaire de main-d'oeuvre au taux annuel au deuxième trimestre, ce qui est supérieur à celui enregistré au premier trimestre (+1,7 %).

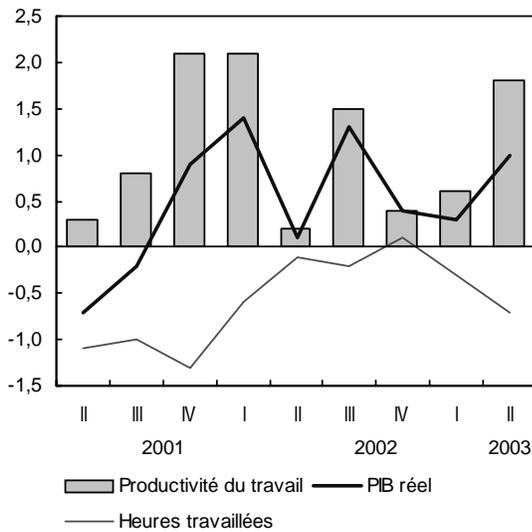
**Une première contraction trimestrielle de la production au Canada contribue à creuser l'écart de productivité en faveur des États-Unis**

Devant une série de faits inhabituels, du SRAS à la vache folle en passant par l'appréciation soudaine du dollar du canadien, la production réelle (PIB) dans les entreprises canadiennes a fléchi de 0,5% pour les mois d'avril à juin 2003. Durant la même période, les heures travaillées ont reculé de 0,6% dans le secteur des entreprises. Cette combinaison de baisses trimestrielles mettait un terme à six trimestres consécutifs de hausses de la production et de l'emploi.

La production dans le secteur des entreprises au sud de la frontière s'est accrue de 1,0% au deuxième trimestre principalement en raison de l'accroissement des dépenses de consommation et du retour à la croissance de l'investissement des entreprises.

**La croissance de la productivité aux États-Unis rebondit**

Variation trimestrielle en %



Cependant, les heures travaillées dans les entreprises américaines ont reculé de 0,7%, soit une baisse similaire à celle observée au Canada. Mise à part une légère progression de 0,1% au quatrième trimestre de 2002, les heures travaillées aux États-Unis sont en baisse depuis le deuxième trimestre de 2001.

Suite à une plus forte croissance de sa production, la croissance de la productivité entre avril et juin aux États-Unis a surpassé celle des entreprises canadiennes pour un quatrième trimestre consécutif. Les entreprises américaines ont accru leur productivité de 1,8% en rapport au premier trimestre de 2003, soit un rythme de croissance beaucoup plus fort que celui de 0,1% enregistré au Canada.

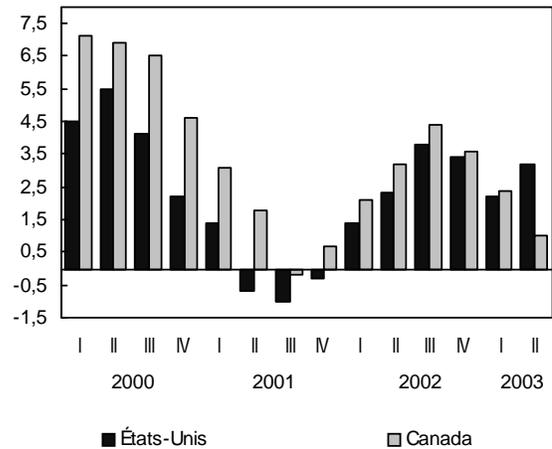
**Au rythme annuel, la productivité au Canada a reculé pour un deuxième trimestre consécutif**

D'une année à l'autre, la production réelle a crû moins rapidement au Canada qu'aux États-Unis au deuxième trimestre, et ce, pour la première fois depuis le quatrième trimestre de 1998.

Depuis le quatrième trimestre de 2002, la production a connu un ralentissement graduel d'une année à l'autre au Canada, alors qu'elle a suivi un parcours en dents de scie aux États-Unis.

**La croissance de la production aux États-Unis a surpassé celle du Canada**

Variation en % d'une année à l'autre



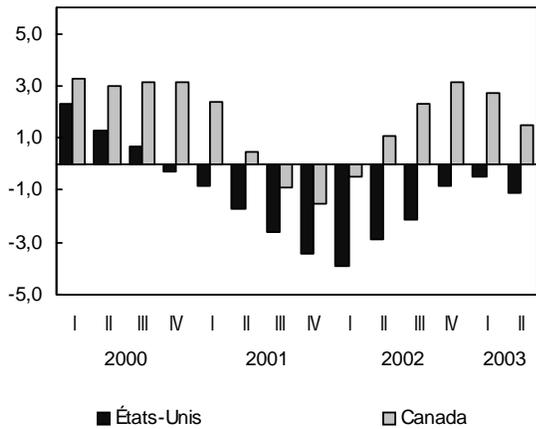
Les entreprises canadiennes ont vu leur production augmenter au rythme annuel de 1,0% au deuxième trimestre, poursuivant ainsi sa décélération entamée au quatrième trimestre de 2002. Par comparaison, la croissance de la production des entreprises américaines a rebondi de 3,2 % au deuxième trimestre, soit un taux supérieur à celui de 2,2% au premier trimestre mais comparable à ce qu'il était au quatrième trimestre de 2002 (+3,4%).

Pendant que les heures travaillées continuaient d'augmenter au Canada sur une base annuelle au deuxième trimestre, les entreprises américaines poursuivaient l'ajustement à la baisse de leurs effectifs. D'une année à l'autre, les heures travaillées consacrées à la production au Canada au deuxième trimestre se sont accrues pour un cinquième trimestre consécutif, la hausse annuelle atteignant 1,5 %. Il s'agit d'un taux annuel inférieur à celui de 2,7% observé au deuxième trimestre. Par contraste, les heures travaillées dans les entreprises américaines ont reculé en rythme annuel de 1,1 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une onzième baisse trimestrielle consécutive pour les États-Unis.

Une croissance moins marquée de la production au Canada, conjuguée à une croissance plus forte de son emploi a augmenté l'écart de croissance de productivité entre les deux pays. Au deuxième trimestre, les États-Unis enregistrent une forte croissance de leur productivité au rythme annuel pendant que le Canada voit la sienne reculer.

**Au cours des cinq derniers trimestres, les heures travaillées ont augmenté au Canada, tandis qu'elles reculaient aux États-Unis**

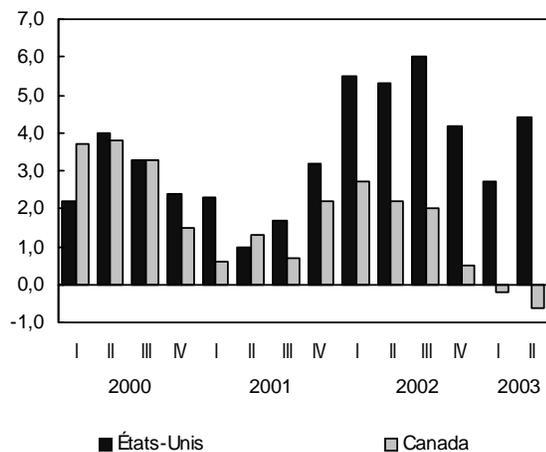
Variation en % d'une année à l'autre



Sur la base annuelle, les entreprises canadiennes ont affiché pour les mois d'avril à juin (-0,6%) une baisse de leur productivité pour un deuxième trimestre consécutif, mais le recul est plus sévère qu'au premier trimestre. Au premier trimestre, la productivité avait reculé de 0,2%. Du côté américain, la productivité a augmenté de façon importante au deuxième trimestre, soit de 4,3%, la plus forte hausse en trois trimestres. D'une année à l'autre, le Canada accuse un retard par rapport aux États-Unis dans la croissance de la productivité depuis le troisième trimestre de 2001.

**La productivité au Canada a fléchi pour le deuxième trimestre d'affilée**

Variation en % d'une année à l'autre



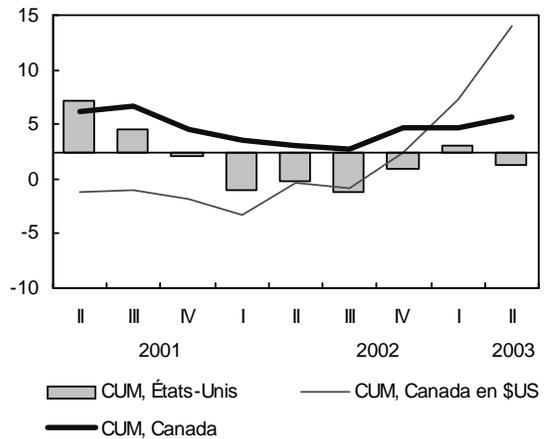
**En raison de la forte appréciation du dollar canadien, les coûts unitaires de main d'œuvre avantagent beaucoup les entreprises américaines**

D'une année à l'autre, la rémunération horaire dans le secteur des entreprises au deuxième trimestre continue de croître moins rapidement au Canada qu'aux États-Unis. Alors que le taux de croissance de la rémunération horaire dans les entreprises canadiennes est supérieur à celui observé au premier trimestre, il est demeuré identique chez leurs concurrentes américaines.

Après avoir connu une décélération depuis le troisième trimestre de 2001, le coût unitaire de main-d'œuvre au Canada s'est accru à un rythme plus rapide au cours des deux derniers trimestres. Sur une base annuelle, le coût unitaire de main-d'œuvre dans les entreprises canadiennes poursuit sa croissance au deuxième trimestre de 2003. Aux États-Unis entre-temps, les coûts unitaires ont recommencé à fléchir au deuxième trimestre, après avoir affiché une légère hausse au premier trimestre. Mis à part cette hausse, les coûts unitaires aux États-Unis étaient en baisse depuis le quatrième trimestre de 2001.

**La forte appréciation du dollar canadien a augmenté les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) au Canada**

Variation en % d'une année à l'autre



Lorsque les coûts unitaires de main-d'œuvre sont ajustés en fonction du taux de change, la position des entreprises américaines est encore beaucoup plus avantageuse au deuxième trimestre. En lien avec la brusque appréciation de 10,0% du dollar canadien sur la devise américaine au deuxième trimestre par rapport au même trimestre de 2002, l'écart en matière de coûts unitaires entre les deux pays s'est creusé et continue d'être largement favorable aux États-Unis. Mesurés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada ont augmenté au rythme annuel de 14,0% au deuxième trimestre pendant les États-Unis ont affiché une baisse de 1,1 %.

**Des révisions récentes des heures travaillées aux États-Unis se sont soldées par un élargissement de l'écart de productivité en faveur des États-Unis pour 2001 et 2002**

Les données diffusées aujourd'hui incorporent les révisions des heures travaillées aux États-Unis remontant à 1947. Les révisions des données américaines sur le PIB, qui devraient paraître habituellement en septembre, ont été reportées en

décembre prochain. Quant aux révisions pour les quatre dernières années du PIB au Canada, les données ont été déjà diffusées dans *le Quotidien* du 12 juin 2003.

### Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada	États-Unis	
		Avant révision	Après révision
		variation annuelle en %	
1987-2001	1,5	1,8	1,9
1995-2000	2,0	2,7	2,6
1996-2001	2,3	2,3	2,5
1999	2,9	2,6	2,5
2000	3,1	3,0	3,1
2001	1,2	1,1	2,0
2002	1,8	4,8	5,3

Source: Les données américaines révisées proviennent du *Bureau of Labor Statistics* dans *NEWS, Productivity and Costs - Second quarter 2003*, publié le 4 septembre.

Sur la période s'étalant de 1987 à 2002, les révisions des données américaines qui ont seulement touché les heures travaillées (aucune révision correspondante n'a été faite au Canada) ont eu pour effet d'augmenter la croissance de la productivité du travail des entreprises américaines surtout à partir de 2001. Il est important de noter qu'au cours des quatre dernières années, les estimations préliminaires de la productivité américaine ont été largement révisées à la baisse suite à l'incorporation de révisions au niveau de la production, alors que le Canada a révisé les siennes à la hausse. ([www.statcan.ca/francais/concepts/15-204/productivity\\_f.pdf](http://www.statcan.ca/francais/concepts/15-204/productivity_f.pdf))

La croissance de la productivité en 2001 est passée de 1,1% avant révision à 2,0 % après révision, ce qui représente presque le double de la croissance de 1,2 % observée au Canada durant la même année. Pour l'ensemble de 2002, la croissance de la productivité américaine a été révisée à la hausse, passant de 4,8 % à 5,3 %.

Au cours de 2001 et 2002, la croissance de la production réelle au Canada a été plus forte qu'aux États-Unis. Durant les mêmes années, la main-d'œuvre s'est également accrue plus rapidement dans les entreprises canadiennes que chez leurs concurrentes américaines. L'effet net a entraîné une croissance plus faible de la productivité du travail au Canada.

De 1996 à 2001, la croissance annuelle moyenne de la productivité des États-Unis a été révisée à la hausse, passant de 2,3 % à 2,5 %, et affichant maintenant un taux légèrement supérieur à celui du Canada alors qu'il était identique avant les révisions.

Enfin, sur l'ensemble de la période de 1987 à 2001, l'écart annuel moyen de la croissance de la productivité qui était favorable aux États-Unis est passé de 0,3 point de pourcentage avant révision à 0,4 point de pourcentage après révision.

**Secteur des entreprises : Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis, données désaisonnalisées**

	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	Deuxième trimestre 2003
variation en % d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,7	0,5	-0,2	-0,5	0,0	0,1
PIB réel	1,7	1,0	0,6	0,3	0,6	-0,5
Heures travaillées	1,0	0,5	0,6	0,9	0,6	-0,6
Rémunération horaire	0,9	0,3	0,4	0,6	0,2	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,2	-0,2	0,6	1,2	0,1	0,6
Taux de change <sup>1</sup>	0,9	-2,5	0,6	0,4	-3,8	-7,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,7	2,4	0,0	0,8	4,1	8,7
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,1	0,2	1,5	0,4	0,6	1,8
PIB réel	1,4	0,1	1,3	0,4	0,3	1,0
Heures travaillées	-0,6	-0,1	-0,2	0,1	-0,3	-0,7
Rémunération horaire	0,9	1,0	0,5	0,4	1,2	1,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-1,2	0,8	-1,0	0,1	0,4	-0,6
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	2,7	2,2	2,0	0,5	-0,2	-0,6
PIB réel	2,1	3,2	4,4	3,6	2,4	1,0
Heures travaillées	-0,5	1,1	2,3	3,1	2,7	1,5
Rémunération horaire	3,6	2,6	2,2	2,2	1,5	1,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,9	0,5	0,2	1,8	1,7	2,5
Taux de change <sup>1</sup>	4,4	0,9	1,1	-0,7	-5,3	-10,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-3,3	-0,4	-0,9	2,5	7,4	14,0
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	5,5	5,4	6,0	4,2	2,7	4,3
PIB réel	1,4	2,3	3,8	3,4	2,2	3,2
Heures travaillées	-3,9	-2,9	-2,1	-0,8	-0,5	-1,1
Rémunération horaire	2,6	3,0	2,9	2,8	3,1	3,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-2,8	-2,2	-2,9	-1,4	0,4	-1,1
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé <sup>2</sup>						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	2,9	2,2	-0,7	-2,1	0,0	0,4
PIB réel	7,1	4,0	2,3	1,3	2,3	-1,9
Heures travaillées	4,1	2,2	2,5	3,6	2,5	-2,4
Rémunération horaire	3,5	1,4	1,7	2,4	0,7	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,8	-0,7	2,3	5,0	0,4	2,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-2,7	9,9	-0,1	3,3	17,2	39,4
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	8,7	0,8	5,9	1,5	2,7	7,2
PIB réel	5,9	0,6	5,3	1,7	1,4	4,2
Heures travaillées	-2,6	-0,2	-0,6	0,2	-1,2	-2,7
Rémunération horaire	3,5	4,0	2,1	1,6	4,8	4,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-4,8	3,1	-3,6	0,1	2,0	-2,7

<sup>1</sup> Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.<sup>2</sup> La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.Source : Les données américaines proviennent du *Bureau of Labor Statistics* dans *NEWS, Productivity and costs - Second quarter 2003*, publié le 4 septembre.

**Secteur des entreprises : Quelques variables associées au marché du travail, données désaisonnalisées**

	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	Deuxième trimestre 2003
variation en % d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	1,4	0,9	0,7	1,0	0,3	-0,3
Heures travaillées	1,0	0,5	0,6	0,9	0,6	-0,6
Heures moyennes	-0,4	-0,4	0,0	-0,1	0,4	-0,4
Part du travail <sup>1</sup>	-0,8	-2,2	0,0	0,0	-2,3	1,3
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	-0,8	-0,1	-0,1	0,2	-0,2	-0,3
Heures travaillées	-0,6	-0,1	-0,2	0,1	-0,3	-0,7
Heures moyennes	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5
Part du travail <sup>1</sup>	-1,3	0,6	-1,0	-0,3	0,1	-0,9
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,7	1,8	3,2	4,0	2,9	1,7
Heures travaillées	-0,5	1,1	2,3	3,1	2,7	1,5
Heures moyennes	-1,2	-0,8	-0,8	-0,9	-0,1	-0,1
Part du travail <sup>1</sup>	4,1	1,3	-1,2	-2,9	-4,4	-1,0
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	-3,2	-2,7	-2,0	-0,8	-0,3	-0,3
Heures travaillées	-3,9	-2,9	-2,1	-0,8	-0,5	-1,1
Heures moyennes	-0,8	-0,3	-0,1	0,0	-0,2	-0,8
Part du travail <sup>1</sup>	-3,4	-2,6	-2,9	-2,0	-0,6	-2,1
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé <sup>2</sup>						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	5,6	3,6	2,9	3,9	1,1	-1,0
Heures travaillées	4,1	2,2	2,5	3,6	2,5	-2,4
Heures moyennes	-1,6	-1,6	0,0	-0,4	1,6	-1,6
Part du travail <sup>1</sup>	-3,1	-8,4	0,0	0,0	-8,9	5,5
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	-2,8	-0,7	-0,3	0,8	-1,0	-0,8
Heures travaillées	-2,6	-0,2	-0,6	0,2	-1,2	-2,7
Heures moyennes	0,4	0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-2,0
Part du travail <sup>1</sup>	-5,1	2,5	-4,0	-1,2	0,4	-3,6

<sup>1</sup> Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.<sup>2</sup> La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Source : Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and costs -Second quarter 2003, publié le 4 septembre.

## Bilan des investissements internationaux du Canada

Deuxième trimestre de 2003

### Note aux lecteurs

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Avec la diffusion de ces données, un nouveau tableau a été ajouté à la publication et à CANSIM pour la dette extérieure brute de façon à respecter la norme particulière de diffusion des données du FMI à laquelle a souscrit le Canada.

Pour un deuxième trimestre consécutif, la valeur de l'actif et du passif du Canada à l'étranger a fortement baissé, principalement en raison du raffermissement du dollar canadien.

La baisse de l'actif et du passif internationaux du Canada a fait en sorte que le passif net du Canada envers les non-résidents, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, a atteint 227,4 milliards de dollars à la fin de juin, son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2000.

La valeur des actifs internationaux du Canada est tombée à 891,8 milliards de dollars, une baisse de 61,8 milliards de dollars par rapport au niveau observé à la fin de mars et bien en deçà des 983,3 milliards à la fin de 2002. Entre mars et juin, le dollar a gagné 8 % par rapport au dollar américain. Cette appréciation du dollar est à l'origine d'une baisse de 61,0 milliards de dollars de la valeur de ces actifs, la plupart d'entre eux étant libellés en dollars américains.

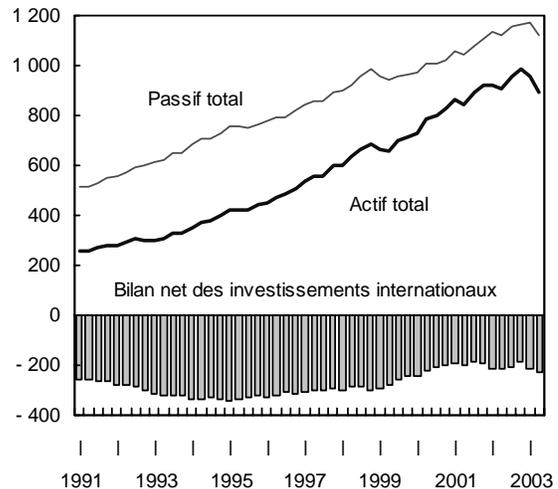
Au cours des premiers six mois de 2003, l'actif du Canada à l'étranger a diminué de 91,5 milliards de dollars, soit une baisse de 9,3 %.

Parallèlement, le passif international du Canada a diminué de 49,5 milliards de dollars pour s'établir à 1 119,2 milliards de dollars. Des sorties de fonds dans la catégorie « autres investissements » ont fait diminuer ce passif extérieur de 23,9 milliards de dollars, et la forte valeur du dollar canadien l'a fait baisser de 38,5 milliards de dollars.

Par conséquent, la dette extérieure nette du Canada représentait 19 % de son produit intérieur brut, soit un point de plus que les 18 % au premier trimestre.

### Bilan des investissements internationaux du Canada

Milliards de \$



### Net recul des investissements directs canadiens à l'étranger

Encore une fois au deuxième trimestre, le raffermissement du dollar canadien a eu une grande incidence sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger. Ces investissements ont baissé de 25,6 milliards de dollars pour se situer à 380,9 milliards de dollars, leur plus bas niveau depuis le deuxième trimestre de 2001.

De plus, les flux d'investissements directs canadiens à l'étranger sont tombés à 2,8 milliards de dollars, leur plus bas niveau depuis le deuxième trimestre de 1996.

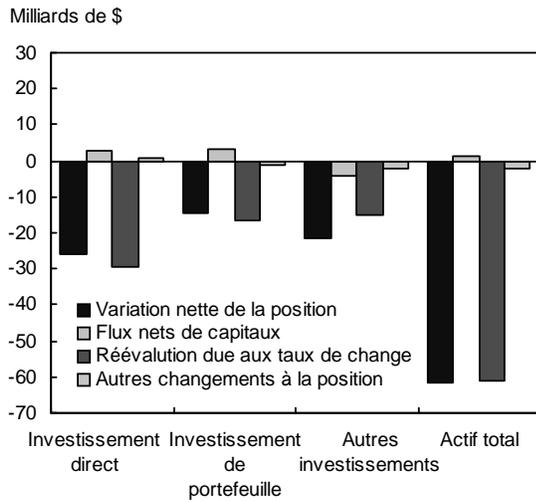
Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont diminué de 14,3 milliards de dollars pour se situer à 176,3 milliards de dollars, tout près des niveaux observés en 2000. Depuis le début de l'année, le raffermissement du dollar a fait diminuer le total des investissements directs à l'étranger d'environ 60 milliards de dollars. Environ la moitié de cette diminution touchait les États-Unis.

### Les placements de portefeuille étrangers diminuent malgré la vigueur des marchés boursiers

Avec l'augmentation des cours sur les marchés boursiers mondiaux, les investisseurs canadiens ont acheté des obligations et des actions étrangères au deuxième trimestre. Toutefois, la hausse du dollar canadien a plus que neutralisé ces investissements et a donné lieu à une baisse de 14,6 milliards de dollars de la valeur de la position d'investissements de portefeuille étrangers.

Près des deux tiers de cette baisse viennent de la réévaluation des avoirs en actions américaines. À la fin de juin, les Canadiens détenaient 104,8 milliards de dollars en actions américaines.

**Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif entre 2003Q1 et 2003Q2**

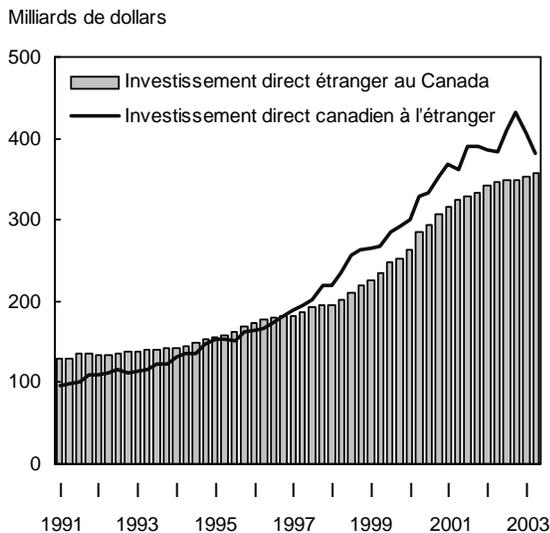


**Les investissements directs étrangers au Canada augmentent**

Les investisseurs directs étrangers ont ajouté 4,8 milliards de dollars à leur position d'investissements directs étrangers au Canada. En grande partie libellés en dollars canadiens, les investissements directs étrangers au Canada ont atteint 357,7 milliards de dollars à la fin de juin 2003.

Le bilan net des investissements directs, c'est-à-dire la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, est tombé à 23,2 milliards de dollars à la fin de juin, mais a tout de même contribué à la richesse des Canadiens.

**Position d'investissement direct étranger**



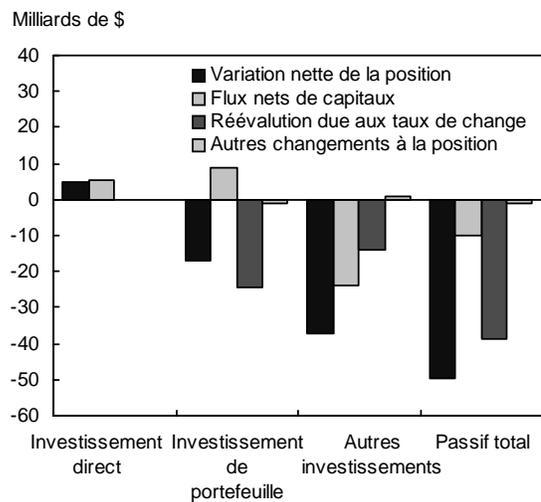
**Baisse des placements de portefeuille et autres investissements**

Les investisseurs étrangers ont acheté 6,4 milliards de dollars d'obligations canadiennes émises par les sociétés et gouvernements au deuxième trimestre.

Toutefois, puisque plus de la moitié des obligations canadiennes en circulation détenues par des investisseurs étrangers sont émises en dollars américains, le passif total de cet instrument a diminué de 17,2 milliards de dollars pour se situer à 418,2 milliards de dollars.

Les dépôts au passif ont baissé de 16,7 % ou 34,1 milliards de dollars en raison d'opérations entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères, essentiellement en devises étrangères.

**Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif entre 2003Q1 et 2003Q2**



**Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période**

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
milliards de \$								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	385,8	383,4	410,9	431,8	406,5	380,9	389,7	431,8
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	38,3	38,6	40,8	40,0	42,1	41,2	37,1	40,0
Actions étrangères	206,0	205,8	215,9	219,2	202,3	188,5	203,5	219,2
Autres investissements								
Prêts	68,6	64,4	65,4	71,1	73,7	66,3	68,6	71,1
Provisions	-11,9	-11,8	-11,9	-12,0	-11,8	-11,5	-11,9	-12,0
Dépôts	110,3	104,6	105,6	102,3	115,4	104,4	108,9	102,3
Réserves internationales	53,7	55,2	55,8	56,2	50,5	47,2	53,3	56,2
Autres actifs	70,6	68,6	72,1	74,7	74,9	74,9	70,4	74,7
Total de l'actif	921,3	908,8	954,5	983,3	953,6	891,8	919,6	983,3
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	341,6	347,5	348,6	349,4	352,9	357,7	333,6	349,4
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	427,9	420,1	439,3	443,7	435,4	418,2	421,4	443,7
Actions canadiennes	72,9	74,8	72,9	73,7	73,6	74,7	74,1	73,7
Instruments du marché monétaire canadien	22,8	22,9	21,3	25,2	24,5	23,7	21,5	25,2
Autres investissements								
Emprunts	57,5	53,5	57,6	58,5	56,1	53,1	55,5	58,5
Dépôts	188,7	183,7	196,5	194,5	204,1	170,0	181,1	194,5
Autres passifs	22,3	21,9	22,1	22,4	22,2	21,9	21,8	22,4
Total du passif	1,133.60	1,124.30	1,158.30	1,167.30	1,168.70	1,119.20	1109.0	1,167.30
Bilan net des investissements internationaux	-212,3	-215,4	-203,7	-184,0	-215,1	-227,4	-189,4	-184,0

## Comptes du bilan national

Deuxième trimestre de 2003

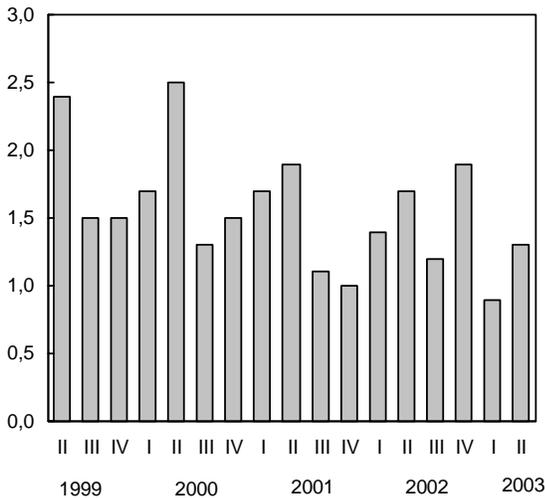
La valeur nette nationale s'est chiffrée à 3,9 billions de dollars, ou 121 900 \$ par habitant, à la fin du deuxième trimestre de 2003.

### La progression de la valeur nette nationale est rattachée au ralentissement de la croissance de la dette extérieure nette

La valeur nette nationale a augmenté à un rythme plus rapide (+1,3 %) au deuxième trimestre de 2003, en raison de la croissance plus faible de la dette extérieure nette – c'est-à-dire l'écart entre ce que les Canadiens doivent aux non-résidents et ce que ces derniers nous doivent. L'augmentation de la dette extérieure nette est encore une fois reliée à la hausse de la valeur du dollar canadien, qui a eu une incidence plus forte sur les actifs canadiens libellés en devises étrangères que sur les passifs libellés en devises étrangères.

#### Valeur nette nationale

Variation en %



### La croissance du patrimoine ralentit parallèlement à l'affaiblissement de l'économie

Le patrimoine national, soit les actifs non financiers comme les immeubles résidentiels, les automobiles et les terrains, ainsi que le capital fixe et les stocks des entreprises, s'est chiffré à 4,1 billions de dollars. Sur une base désaisonnalisée, on observe un ralentissement de la croissance, celle-ci étant passée de 1,7 % au premier trimestre à 1,5 % au deuxième trimestre, parallèlement à l'essoufflement économique. La variation des actifs non financiers a reflété les dépenses intérieures ainsi que les réévaluations dues à la fluctuation des prix. La longue période d'expansion du secteur résidentiel a continué de stimuler la croissance du patrimoine. La hausse de la valeur des biens immobiliers résidentiels s'explique à la fois par l'incidence d'une demande soutenue sur le marché de la vente et par la persistance des niveaux élevés des activités de construction. Le capital des entreprises et les biens de consommation durables ont augmenté moins rapidement au cours du trimestre. Les stocks, quant à eux, ont diminué.

### La croissance de la dette est limitée par la hausse du dollar canadien

La dette totale contractée sur les marchés de crédit, soit les effets à court terme, les emprunts, les hypothèques et les obligations, a légèrement augmenté au deuxième trimestre, en raison d'une demande saisonnière accrue de fonds dans le secteur des ménages, mais cette progression a été considérablement endiguée par une deuxième hausse trimestrielle consécutive du dollar canadien. Les emprunts libellés en devises étrangères ont diminué tant dans le secteur des sociétés que dans celui des administrations publiques.

### Le bilan des entreprises continue de se raffermir

La baisse des dépenses en capital, conjuguée à d'importants bénéfices non répartis, a permis au secteur des sociétés d'accroître, au deuxième trimestre, des excédents déjà considérables. Grâce à cela et à la réduction de la dette libellée en devises étrangères, les entreprises ont pu poursuivre la restructuration de leur bilan.

#### Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers – les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles – de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard – le bilan des investissements internationaux du Canada). Elle représente également la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990. Pour le moment, seules certaines séries sont offertes sur une base désaisonnalisée. Toutefois, d'autres données désaisonnalisées seront fournies durant l'année. Le texte présente des données qui ne sont pas ajustées pour tenir compte des variations saisonnières, à moins d'avis contraire.

Les utilisateurs sont priés de noter que les données relatives aux investissements canadiens dans des titres négociables étrangers (investissements à l'étranger) peuvent, dans le cas de certains secteurs des investisseurs institutionnels, différer de celles provenant des enquêtes de Statistique Canada, en particulier pour les années récentes. Cette différence tient à l'écart de plus en plus marqué entre la valeur comptable des titres négociables étrangers détenus par des investisseurs canadiens et la valeur comptable sous-jacente des sociétés étrangères dont les actions sont détenues et négociées. Cette situation persistera au cours des prochains trimestres, car les Comptes du bilan national continueront d'être fondés sur le même concept que le Bilan des investissements internationaux en ce qui touche l'évaluation des investissements canadiens dans les titres de participation étrangers. Cependant, le problème sera réglé, car l'on passera, tant pour les Comptes du bilan national que pour le Bilan des investissements internationaux, à une méthode d'évaluation commune des titres négociables fondée sur leur valeur marchande.

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles choisies est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005).

En ce qui concerne les sociétés privées non financières, le ratio d'endettement a continué de chuter au deuxième trimestre. Ce ratio a atteint un niveau sans précédent depuis le début des années 1970. La réduction du niveau d'endettement au deuxième trimestre a été le résultat, dans une large mesure, des bénéfices combinés à une faible demande de fonds, ainsi que des effets de la hausse de la valeur du dollar. De plus, les entreprises ont remplacé les emprunts et les effets à court terme par des émissions d'obligations au deuxième trimestre, ce qui a accentué la tendance à la baisse du ratio entre la dette à court terme et la dette à long terme. Conséquemment, les actifs à court terme ont continué de croître plus rapidement que les dettes à court terme et la liquidité de ces sociétés s'est accrue progressivement depuis le deuxième trimestre de 2000.

#### La dette nette des administrations publiques se contracte

La dette nette des administrations publiques a diminué au deuxième trimestre. À l'échelle fédérale, ce fléchissement s'explique largement par une demande moins importante de fonds attribuable à l'excédent réalisé pendant le trimestre. La baisse observée dans les administrations publiques provinciales résulte principalement de la réduction de la dette brute, plus précisément de la diminution des passifs libellés en devises étrangères. La hausse de l'actif net des caisses de sécurité sociale a aussi contribué à la diminution de la dette nette du secteur des administrations publiques.

La dette nette du secteur des administrations publiques par rapport au produit intérieur brut (données désaisonnalisées) a encore diminué. Il s'agit de la sixième baisse trimestrielle d'affilée de ce ratio.

#### Stimulée par le secteur immobilier, la valeur nette des ménages augmente

La valeur nette des ménages a augmenté à un rythme plus soutenu qu'au cours des deux trimestres précédents, stimulée par la forte hausse de la valeur des biens immobiliers résidentiels mais partiellement contrebalancée par une augmentation marquée de la dette. Ce phénomène s'inscrit dans le prolongement de la tendance amorcée en 2002 et résulte de l'expansion importante du marché de l'habitation.

Le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire au revenu personnel disponible a atteint un nouveau sommet de 100,1 % (données désaisonnalisées), en raison du ralentissement de la croissance du revenu et de l'augmentation des emprunts pendant le trimestre.

La croissance des actifs financiers dans le secteur des particuliers a continué d'être limitée par la baisse de la valeur des caisses de retraite et des fonds communs de placement, qui reflète en partie la diminution de la valeur des actifs détenus en devises étrangères par ces investisseurs institutionnels au cours des deux derniers trimestres.

#### Comptes du bilan national<sup>1</sup>

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
données non désaisonnalisées								
<b>Valeur nette nationale</b>								
Patrimoine national	3 814	3 880	3 921	3 968	4 026	4 087	3 747	3 968
	...	...	...	...	...	...	5,3	5,9
Dette nette extérieure	-212	-215	-204	-184	-215	-227	-189	-184
	...	...	...	...	...	...	...	...
Valeur nette nationale	3 602	3 665	3 717	3 784	3 810	3 860	3 558	3 784
	...	...	...	...	...	...	5,9	6,4
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	115 000	116 700	118 100	120 100	120 700	121 900	113 900	120 100
	...	...	...	...	...	...	4,8	5,4
données désaisonnalisées								
<b>Valeur nette:</b>								
Secteur des particuliers	3 408	3 492	3 496	3 560	3 599	3 652	3 379	3 560
	0,9	2,5	0,1	1,8	1,1	1,5	...	...
+ Secteur des entreprises	430	400	429	431	419	407	408	431
	5,4	-7,0	7,3	0,5	-2,8	-2,9	...	...
+ Secteur des administrations publiques	-229	-222	-211	-207	-201	-193	-229	-207
	...	...	...	...	...	...	...	...
= Valeur nette nationale	3 609	3 670	3 713	3 784	3 817	3 866	3 558	3 784
	1,4	1,7	1,2	1,9	0,9	1,3	...	...

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un période à l'autre, en pourcentage.

... N'ayant pas lieu de figurer.

## Comptes du bilan national

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
Millions de dollars, en fin de trimestre								
Total des actifs	11 171 126	11 337 233	11 450 789	11 599 943	11 650 931	11 696 992	11 074 868	11 599 943
Actifs non financiers	3 814 383	3 880 391	3 920 840	3 967 824	4 025 516	4 087 416	3 746 957	3 967 824
Immeubles résidentiels	978 602	996 495	1 015 851	1 033 872	1 050 470	1 071 276	964 678	1 033 872
Construction non résidentielle	950 973	957 700	966 392	974 455	981 813	988 796	945 257	974 455
Machines et matériel	420 273	426 920	429 540	433 192	434 876	440 499	416 434	433 192
Biens de consommation durables	307 932	317 562	322 442	329 759	331 064	337 953	307 223	329 759
Stocks	191 710	188 780	194 056	197 349	202 934	197 318	190 265	197 349
Terrains	964 893	992 934	992 559	999 197	1 024 359	1 051 574	923 100	999 197
Actifs financiers nets	-212 276	-215 428	-203 741	-184 007	-215 078	-227 421	-189 422	-184 007
Actifs financiers	7 356 743	7 456 842	7 529 949	7 632 119	7 625 415	7 609 576	7 327 911	7 632 119
Réserves officielles	53 660	55 231	55 758	56 230	50 534	47 172	53 328	56 230
Or et devises étrangères	47 973	49 037	49 407	49 478	43 926	40 548	47 796	49 478
Position de réserve au FMI	4 697	5 170	5 263	5 628	5 523	5 592	4 554	5 628
Droits de tirage spéciaux	990	1 024	1 088	1 124	1 085	1 032	978	1 124
Argent et dépôts bancaires	641 120	656 658	664 398	670 724	666 727	685 918	632 392	670 724
Autres dépôts	157 799	161 552	163 566	165 149	166 289	168 379	160 117	165 149
Devises et dépôts étrangers	78 763	88 393	82 901	95 029	102 444	84 336	80 530	95 029
Crédit à la consommation	189 268	194 997	199 790	204 274	205 300	211 246	188 331	204 274
Comptes à recevoir	211 684	215 023	219 297	220 591	222 992	223 075	214 875	220 591
Prêts bancaires	173 420	175 612	175 054	177 120	181 305	178 934	176 722	177 120
Autres prêts	187 926	176 378	183 495	189 196	187 881	186 639	181 718	189 196
Effets à court terme, Canada	90 285	97 782	97 118	97 631	98 223	99 670	92 290	97 631
Autres effets à court terme	164 809	172 749	174 125	168 316	167 231	165 329	168 800	168 316
Hypothèques	571 201	583 402	594 337	594 108	599 527	610 197	569 644	594 108
Obligations fédérales (dont les OÉC)	272 008 24 021	266 496 23 685	261 366 23 442	252 911 22 309	250 035 22 034	250 956 21 644	265 727 23 819	252 911 22 309
Obligations provinciales	244 312	247 149	248 566	250 495	253 787	255 606	243 158	250 495
Obligations municipales	31 386	32 129	31 931	32 838	32 148	31 608	31 490	32 838
Autres obligations	190 028	213 615	201 312	213 595	222 034	230 654	188 412	213 595
Assurances-vie et rentes	966 434	964 031	953 061	968 425	951 705	954 779	959 753	968 425
Créances, entreprises privées	941 560	950 903	975 997	995 767	979 536	952 447	918 023	995 767
Créances, administrations publiques	188 290	189 695	192 631	191 612	183 515	179 527	185 253	191 612
Actions	1 118 289	1 139 617	1 161 038	1 180 418	1 180 374	1 182 208	1 143 820	1 180 418
Investissements étrangers	267 603	265 613	280 972	286 145	272 375	259 013	263 182	286 145
Autres éléments de l'actif	616 898	609 817	613 236	621 545	651 453	651 883	610 346	621 545
Passif et valeur nette	11 171 126	11 337 233	11 450 789	11 599 943	11 650 931	11 696 992	11 074 868	11 599 943
Passif	7 569 019	7 672 270	7 733 690	7 816 126	7 840 493	7 836 997	7 517 333	7 816 126
Argent et dépôts bancaires	656 186	670 198	679 304	684 823	680 502	700 448	648 632	684 823
Autres dépôts	157 799	161 552	163 566	165 149	166 289	168 379	160 117	165 149
Devises et dépôts étrangers	101 026	102 296	102 787	112 225	109 589	89 144	104 351	112 225
Crédit à la consommation	189 268	194 997	199 790	204 274	205 300	211 246	188 331	204 274
Comptes à payer	209 555	212 852	218 456	220 379	221 810	221 615	218 941	220 379
Emprunts bancaires	155 470	157 044	158 550	157 567	161 389	158 015	156 291	157 567
Autres emprunts	196 510	184 631	190 425	194 173	191 521	191 108	192 030	194 173
Effets à court terme, Canada	97 555	105 941	105 147	107 050	107 203	109 997	99 729	107 050
Autres effets à court terme	179 947	186 954	187 152	183 508	182 221	177 998	182 486	183 508
Hypothèques	571 520	583 717	594 657	594 428	599 842	610 509	569 966	594 428
Obligations fédérales (dont les OÉC)	344 471 24 021	337 657 23 685	334 657 23 442	331 079 22 309	330 734 22 034	326 163 21 644	339 262 23 819	331 079 22 309
Obligations provinciales	374 835	372 432	378 181	383 696	378 865	376 560	375 534	383 696
Obligations municipales	35 715	36 240	36 021	36 474	35 723	35 024	35 966	36 474
Autres obligations	400 869	424 084	423 323	432 790	438 408	440 540	390 119	432 790
Assurances-vie et rentes	966 434	964 031	953 061	968 425	951 705	954 779	959 753	968 425
Créances, entreprises privées	432 061	444 797	451 490	460 006	463 238	433 174	418 579	460 006
Créances, administrations publiques	188 290	189 695	192 631	191 612	183 515	179 527	185 253	191 612
Actions	1 699 573	1 738 344	1 752 912	1 769 238	1 785 996	1 800 528	1 688 112	1 769 238
Autres éléments du passif	611 935	604 808	611 580	619 230	646 643	652 243	603 881	619 230
Valeur nette	3 602 107	3 664 963	3 717 099	3 783 817	3 810 438	3 859 995	3 557 535	3 783 817

## Marché du crédit

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
Millions de dollars, en fin de trimestre								
<b>Passif de:</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	756 354	772 283	786 803	795 109	802 809	816 654	751 763	795 109
Crédit à la consommation	189 268	194 997	199 790	204 274	205 300	211 246	188 331	204 274
Emprunts bancaires	33 928	32 870	32 403	32 073	34 717	33 457	32 581	32 073
Autres emprunts	66 037	66 460	67 140	67 589	67 827	67 426	65 191	67 589
Hypothèques	467 121	477 956	487 470	491 173	494 965	504 525	465 660	491 173
Sociétés privées non financières	533 247	538 642	538 935	536 430	532 661	527 526	530 988	536 430
Emprunts bancaires	105 293	107 510	108 091	108 663	107 608	105 603	108 228	108 663
Autres emprunts	80 606	79 705	80 702	81 943	77 986	77 355	82 520	81 943
Autres effets à court terme	55 343	56 096	54 855	48 644	47 517	40 596	52 724	48 644
Hypothèques	94 751	95 341	96 433	97 030	98 339	99 421	94 439	97 030
Obligations	197 254	199 990	198 854	200 150	201 211	204 551	193 077	200 150
Entreprises publiques non financières	71 582	67 235	68 198	70 065	72 595	71 762	71 319	70 065
Emprunts bancaires	2 394	1 986	2 074	2 456	3 374	3 466	1 915	2 456
Autres emprunts	4 391	4 286	4 790	4 536	6 152	6 153	4 309	4 536
Autres effets à court terme	9 352	7 965	7 799	8 409	9 384	9 316	8 115	8 409
Hypothèques	97	97	97	104	104	100	98	104
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	54 225	51 214	51 924	52 809	52 330	50 985	55 987	52 809
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 002	1 566	1 393	1 630	1 130	1 621	774	1 630
Administration fédérale	438 746	440 326	436 536	434 865	434 670	432 900	435 705	434 865
Emprunts bancaires	101	101	101	101	101	101	101	101
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	97 555	105 941	105 147	107 050	107 203	109 997	99 729	107 050
Obligations fédérales	341 090	334 284	331 288	327 714	327 366	322 802	335 875	327 714
Obligations d'épargne du Canada	24 021	23 685	23 442	22 309	22 034	21 644	23 819	22 309
Autres obligations	317 069	310 599	307 846	305 405	305 332	301 158	312 056	305 405
Autres paliers d'administration publique	366 434	370 961	375 254	378 009	374 761	373 689	366 125	378 009
Emprunts bancaires	4 150	4 007	4 621	4 076	4 099	4 083	3 871	4 076
Autres emprunts	10 604	10 751	10 808	10 935	11 123	11 362	10 481	10 935
Autres effets à court terme	16 314	18 908	17 318	15 132	16 438	16 172	17 432	15 132
Hypothèques	2 369	2 368	2 368	2 367	2 343	2 343	2 374	2 367
Obligations provinciales	295 602	297 001	302 427	307 328	303 333	302 997	294 322	307 328
Obligations municipales	35 594	36 119	35 900	36 353	35 602	34 903	35 845	36 353
Autres obligations	1 801	1 807	1 812	1 818	1 823	1 829	1 800	1 818
<b>Financement total des secteurs non financiers canadiens</b>	<b>2 166 363</b>	<b>2 189 447</b>	<b>2 205 726</b>	<b>2 214 478</b>	<b>2 217 496</b>	<b>2 222 531</b>	<b>2 155 900</b>	<b>2 214 478</b>
Crédit à la consommation	189 268	194 997	199 790	204 274	205 300	211 246	188 331	204 274
Emprunts bancaire	145 866	146 474	147 290	147 369	149 899	146 710	146 696	147 369
Autres emprunts	161 638	161 202	163 440	165 003	163 088	162 296	162 501	165 003
Effets à court terme, Canada	97 555	105 941	105 147	107 050	107 203	109 997	99 729	107 050
Autres effets à court terme	81 009	82 969	79 972	72 185	73 339	66 084	78 271	72 185
Hypothèques	564 338	575 762	586 368	590 674	595 751	606 389	562 571	590 674
Obligations	926 689	922 102	923 719	927 923	922 916	919 809	917 801	927 923
Non-résidents	56 830	56 154	55 319	59 320	57 474	56 077	59 407	59 320
Emprunts bancaires	17 950	18 568	16 504	19 553	19 916	20 919	20 431	19 553
Autres emprunts	38 880	37 586	38 815	39 767	37 558	35 158	38 976	39 767
Hypothèques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Emprunts totaux à l'exclusion des institutions</b>	<b>2 223 193</b>	<b>2 245 601</b>	<b>2 261 045</b>	<b>2 273 798</b>	<b>2 274 970</b>	<b>2 278 608</b>	<b>2 215 307</b>	<b>2 273 798</b>
Institutions financières canadiennes	351 492	366 744	375 062	383 721	387 140	388 690	345 289	383 721
Emprunts bancaires	9 604	10 570	11 260	10 198	11 490	11 305	9 595	10 198
Autres emprunts	34 872	23 429	26 985	29 170	28 433	28 812	29 529	29 170
Autres effets à court terme	98 938	103 985	107 180	111 323	108 882	111 914	104 215	111 323
Hypothèques	7 182	7 955	8 289	3 754	4 091	4 120	7 395	3 754
Obligations	200 896	220 805	221 348	229 276	234 244	232 539	194 555	229 276
<b>Total des fonds empruntés = total des fonds</b>	<b>2 574 685</b>	<b>2 612 345</b>	<b>2 636 107</b>	<b>2 657 519</b>	<b>2 662 110</b>	<b>2 667 298</b>	<b>2 560 596</b>	<b>2 657 519</b>
<b>Actif de:</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	106 713	131 584	120 179	118 399	131 838	138 108	98 683	118 399
Entreprises non financières	71 836	71 565	75 644	75 260	73 644	73 488	75 207	75 260
Administrations publiques	176 226	177 071	179 952	178 007	180 161	182 387	170 330	178 007
Non-résidents	488 347	479 542	496 128	503 875	491 209	472 398	482 829	503 875
Institutions financières canadiennes	1 759 868	1 780 089	1 791 319	1 808 818	1 811 828	1 826 856	1 762 072	1 808 818